



RAPPORT FINANCIER

2004



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Membres du Conseil d'administration | 2 |
| Membres du Comité de vérification | 3 |
| Remerciements | 4 |
| Faits saillants | 5 |
| Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière | 6 |
| La STM en chiffres | 7 |
| Analyse des états financiers | 8 |
| Rapport des vérificateurs | 19 |
| États financiers | |
| État des activités financières | 22 |
| État des activités d'investissement | 23 |
| Bilan | 24 |
| État du déficit accumulé | 25 |
| État des fonds réservés | 26 |
| État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme | 27 |
| État de l'évolution de la situation financière | 28 |
| Notes complémentaires | 29 |
| Informations complémentaires | |
| État des activités financières redressé | 43 |
| Revenus-voyageurs par nature | 44 |
| Dépenses par nature | 45 |
| Dépenses par fonction | 46 |
| Analyse des projets en cours | 48 |
| Dette à long terme | 50 |
| Endettement total net à long terme | 53 |
| Échéance de la dette à long terme | 54 |
| Montants à pourvoir dans le futur | 55 |
| Ratios financiers | |
| Revenus autonomes | 58 |
| Pourcentage des revenus affecté au service de dette | 59 |
| Couverture des intérêts | 60 |
| Fonds de roulement et liquidités | 61 |
| Endettement à long terme | 62 |
| Pourcentage d'endettement total net | 63 |
| Loyer annuel de la dette à long terme total en pourcentage | 64 |

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M^e Claude Dauphin

Président
Conseiller de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Lachine

Monsieur Marvin Rotrand

Vice-président
Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

Monsieur Jacques Cardinal

Membre
Conseiller de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de l'Île-Bizard -
Sainte-Geneviève - Sainte-Anne-de-Bellevue

Monsieur Bernard Blanchet

Membre
Conseiller d'arrondissement de la Ville de Montréal
Arrondissement de Lachine

Monsieur Pierre Lapointe

Membre
Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement d'Achatsic-Cartierville

Madame Yvette Bissonnet

Membre
Conseillère de la Ville de Montréal
Arrondissement de Saint-Léonard

Monsieur Dominic Perri

Membre
Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement de Saint-Léonard

Madame Brenda Paris

Membre
Représentante des usagers du transport en commun

Madame Marie Turcotte

Membre
Représentante des usagers du transport adapté

MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

M^e Claude Dauphin

Président du conseil d'administration
Conseiller de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Lachine

Monsieur Jacques Cardinal

Président
Conseiller de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de l'Île-Bizard -
Sainte-Geneviève - Sainte-Anne-de-Bellevue

Monsieur Pierre Lapointe

Vice-président
Conseiller de la Ville de Montréal
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Monsieur Michel Bélanger, FCA

Membre externe
Conseiller en gestion financière

Monsieur Robert Desforges, CA, Adm. A

Membre externe
Desforges, Germain, Gendron, CA

REMERCIEMENTS

L'élaboration du rapport financier 2004 est le fruit du travail d'un grand nombre d'employés de la direction exécutive Finances et approvisionnement.

Je tiens à remercier tous ceux et celles qui y ont contribué, tout particulièrement la Section - comptabilité financière relevant de la Division - gestion financière.

Chef de division

Luc Tremblay, CA

Chef de section

Angèle Dubé, CA

Conseillère corporative

Nicole Racine, CA

Conseillers

Christian Roy, CA

Josée Thibodeau, CA

Carmelle Venne

Analystes

Jean-Claude Joseph, CGA

Diane Proulx, CMA

Sonia Théorêt, CMA

Techniciens

Danielle Lavoie

Alain Bouchard

Secrétaire

Sandrine Angelucci

**Francine Gauthier, CA**

Trésorière et directrice exécutive
Finances et approvisionnement

FAITS SAILLANTS

UN PUISSANT MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Nous vous présentons le rapport financier de la Société de transport de Montréal qui affiche un déficit de 6,3 M\$, alors que le budget 2004 de 811,3 M\$ prévoyait un manque à gagner de 20,4 M\$. Ce résultat a été rendu possible grâce à une gestion serrée des dépenses, à la décision du gouvernement du Canada de rembourser en totalité la TPS (4,0 M\$) et à l'augmentation de 2,4 M\$ de la contribution de l'Agence métropolitaine de transport.

Bien que ce résultat soit moins négatif que prévu, il traduit indéniablement un problème de sous-financement dont souffre le transport en commun depuis le retrait de Québec en 1992. Cette problématique est maintenant reconnue par le ministère des Transports qui a proposé aux sociétés de transport une aide financière de 20 M\$ en 2005, dont 13,2 M\$ pour la STM, conditionnelle à l'octroi de contributions équivalentes par les municipalités desservies.

Durant ce temps, les discussions sur l'adoption d'un nouveau cadre financier se poursuivent. Ainsi la publication en décembre dernier du document intitulé *Le financement du transport en commun, une approche intégrée* nous permet de croire que le gouvernement du Québec souhaite vraiment doter les sociétés de transport de moyens qui leur assureraient un financement stable, prévisible, suffisant et à long terme. Nous voyons là une ouverture à parler des vrais enjeux et des solutions pour endiguer le problème une fois pour toutes et espérons que les mesures pourront être mises en place en 2005.

L'année 2004 a été consacrée à la mise en œuvre de notre *Plan d'affaires 2004-2008* qui vise à améliorer la satisfaction de la clientèle et à rendre la STM plus performante. Les réalisations, après douze mois seulement, sont prometteuses et démontrent que la STM est sur la bonne voie. En effet, la nouvelle desserte dans Rivière-des-Prairies s'est traduite par un gain de 850 nouveaux clients. Le nombre de plaintes sur le service a diminué de 26 % et la ponctualité des autobus a atteint 82,6 %. Malgré le vieillissement des équipements, la fiabilité du métro est toujours aussi bonne et le nombre de pannes a diminué de 2,3 %. À la suite de l'implantation du nouveau progiciel ACCÈS 5 et de la révision des processus, le ratio des tentatives/appels répondus s'est amélioré de 65 % au transport adapté et les déplacements ont augmenté de 6 %.

Il est clair cependant que la STM ne pourra parvenir à atteindre tous les objectifs de son *Plan d'affaires* sans de nouvelles sources de financement. Pour assurer la fiabilité et la qualité des services, nous évaluons à plus de 3,5 milliards de dollars les investissements qu'il faudra faire dans notre réseau au cours des dix prochaines années. La STM a besoin d'un nouveau cadre financier pour remplir ses obligations, améliorer la satisfaction de la clientèle et consolider son achalandage qui a enregistré en 2004 une baisse de 4,8 millions de déplacements, soit 1,3 %. Cette diminution est attribuable en partie aux travaux de raccordement du métro à Laval qui nous ont obligés à fermer la station Henri-Bourassa durant quatorze semaines et aux augmentations de tarifs de l'ordre de 10 % que nous n'avons pu éviter en janvier 2004.

Alors que les gouvernements empruntent le virage vert, le transport en commun manque d'air. Il est pourtant au cœur d'une véritable stratégie de développement durable. En effet, pour chaque kilomètre parcouru, un usager pollue quatre fois moins l'atmosphère, consomme cinq fois moins d'énergie et utilise vingt fois moins d'espace qu'un automobiliste. Toutes ces économies représentent des gains de plusieurs millions de dollars et s'ajoutent aux bénéfices de plus de 937,0 M\$ que le transport collectif génère dans la région de Montréal. Ces arguments démontrent hors de tout doute que le transport en commun est un puissant moteur de développement économique et que les investissements qu'on y consent rapportent à toute la collectivité.

Investir dans le transport en commun... un choix de société.



Pierre Vandelac, CGA
Directeur général



Francine Gauthier, CA
Trésorière et directrice exécutive
Finances et approvisionnement

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En vertu de l'article 136 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L. R. Q. chapitre S-30.01), le rapport financier de la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2004 a été préparé par la trésorière et directrice exécutive Finances et approvisionnement et a été déposé au conseil d'administration de la Société le 5 avril 2005.

Les états financiers présentés dans ce rapport ont été dressés en tenant compte de la Loi constitutive de la Société et ce, conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec contenus dans le *Manuel de présentation de l'information financière municipale au Québec*, publié par le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, le tout tel que décrit à la note 3 de ces états financiers.

Les états financiers et toute l'information figurant dans le présent rapport financier sont la responsabilité de la Société. La Société s'est également assurée de la concordance entre les états financiers et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier.

Les états financiers contiennent certains montants fondés sur l'utilisation du jugement professionnel, d'estimations et dont la présentation découle d'une appréciation de leur importance relative. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement à tous égards importants.

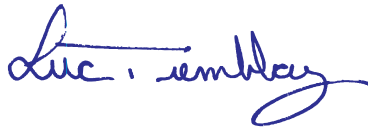
La Société maintient des systèmes de contrôle interne comptables et administratifs de qualité. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, que les politiques de l'entreprise sont suivies, que les opérations sont effectuées conformément aux autorisations appropriées et que l'actif de la Société est bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur externe de la Société dont les services ont été retenus par le conseil d'administration sur recommandation du comité de vérification et par le vérificateur général de la Ville de Montréal.



Francine Gauthier, CA
Trésorière et directrice exécutive
Finances et approvisionnement



Luc Tremblay, CA
Chef de division
Gestion financière

LA STM EN CHIFFRES

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| INFORMATIONS FINANCIÈRES | | | | | |
| Revenus totaux | 847 700 | 761 562 | 719 663 | 708 429 | 687 179 |
| Surplus (déficit) | (6 311) | 303 | 12 815 | 15 962 | 9 134 |
| Actif total | 1 640 197 | 1 466 262 | 1 378 187 | 1 324 476 | 1 325 787 |
| Immobilisations | 1 103 218 | 997 597 | 951 492 | 895 955 | 912 170 |
| Avoir | 410 835 | 430 223 | 472 069 | 492 563 | 474 661 |
| Dette à long terme | 676 824 | 554 339 | 534 913 | 478 402 | 475 570 |
| Endettement total net à long terme | 267 943 | 232 554 | 207 132 | 178 003 | 174 062 |
| RATIOS FINANCIERS | | | | | |
| Revenus autonomes | 49 % | 47 % | 47 % | 48 % | 46 % |
| Pourcentage des revenus affectés au service de dette | 12 % | 13 % | 13 % | 14 % | 15 % |
| Couverture des intérêts | 0,83 | 1,01 | 1,38 | 1,47 | 1,24 |
| Fonds de roulement | 0,75 | 0,56 | 0,62 | 0,75 | 0,67 |
| Liquidités | 0,59 | 0,39 | 0,49 | 0,58 | 0,50 |
| Endettement à long terme (avec le métro) | 41 % | 38 % | 39 % | 36 % | 36 % |
| Endettement à long terme (sans le métro) | 49 % | 46 % | 48 % | 46 % | 47 % |
| Pourcentage d'endettement total net (avec le métro) | 24 % | 23 % | 22 % | 20 % | 19 % |
| Pourcentage d'endettement total net (sans le métro) | 31 % | 31 % | 30 % | 29 % | 29 % |
| Loyer annuel de la dette à long terme en pourcentage | 5,86 % | 6,55 % | 6,57 % | 7,09 % | 7,76 % |
| COTES DE CRÉDIT | | | | | |
| Standard & Poor's DBRS | A+/A- A (high) | A+/A- A (high) | A+/A- A (high) | A+/A- A (high) | A+/A- A (high) |

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

ANALYSE DES ÉCARTS ET ÉVALUATION DES TENDANCES

Pour l'exercice financier 2004, la STM a enregistré des revenus de 847,7 M\$. Les dépenses, quant à elles, se sont élevées à 856,2 M\$. Le déficit des activités financières avant affectations de l'année fut donc de 8,5 M\$. Les affectations, constituées du report du surplus accumulé de l'année précédente et de la contribution aux fonds réservés, se sont chiffrées à 2,2 M\$ créant ainsi un déficit de 6,3 M\$ pour l'exercice 2004.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|---|--------------|--------------|------------|
| Revenus | 870,5 | 847,7 | 761,6 |
| Dépenses | (747,8) | (718,9) | (693,7) |
| Autres activités financières | (126,4) | (137,3) | (63,5) |
| Surplus (déficit) avant affectations | (3,7) | (8,5) | 4,4 |
| Affectations | 3,7 | 2,2 | (4,1) |
| Surplus (déficit) de l'exercice | — | (6,3) | 0,3 |

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

SOMMAIRE DES REVENUS

(en millions de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Voyageurs | 371,3 | 368,2 | 334,8 |
| Contribution de la Ville de Montréal | 263,0 | 263,0 | 263,0 |
| Subventions du gouvernement du Québec | 79,3 | 69,6 | 70,8 |
| Contributions régionales | 59,0 | 61,1 | 64,4 |
| Contribution du gouvernement du Québec - Révision du cadre financier | 20,4 | — | — |
| Contribution du Réseau de transport de Longueuil | 1,8 | 1,8 | 1,8 |
| Autres revenus | 16,5 | 17,3 | 16,8 |
| | 811,3 | 781,0 | 751,6 |
| Revenus relatifs aux activités d'investissement provenant de tiers | 54,0 | 60,7 | 3,5 |
| Revenus de placements du fonds d'amortissement | 5,2 | 6,0 | 6,5 |
| | 870,5 | 847,7 | 761,6 |

Les revenus affichent un écart défavorable de 22,8 M\$ par rapport au budget. La majeure partie de cet écart, soit 20,4 M\$, provient de la contribution du gouvernement pour la révision du cadre financier, nouvelle source de revenus qui avait été escomptée lors de la préparation du budget et qui ne s'est pas concrétisée en 2004.

Les subventions du gouvernement du Québec affichent un écart défavorable de 9,7 M\$ à la suite du report de financements prévus au budget qui n'ont finalement pas eu lieu. Pour ce qui est des revenus-voyageurs, on dénote une baisse de 3,1 M\$ causée par une décroissance de l'achalandage de l'ordre de 1 %. Enfin, on constate un écart favorable de 6,7 M\$ pour les revenus relatifs aux activités d'investissement provenant de tiers principalement attribuable au financement au comptant des travaux relatifs au programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro.

Les revenus de 2004 par rapport à ceux de 2003 présentent un accroissement de 86,1 M\$ attribuable à une hausse des revenus-voyageurs de 33,4 M\$ à la suite des augmentations de tarifs du 1^{er} juillet 2003 et du 1^{er} janvier 2004 ainsi qu'à la croissance des revenus relatifs aux activités d'investissement provenant de tiers de 57,2 M\$ attribuable au programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

SOMMAIRE DES DÉPENSES

(en millions de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Service autobus et métro | 651,2 | 641,1 | 618,2 |
| Service de transport adapté | 30,7 | 32,1 | 29,8 |
| Intérêts et frais de financement | 47,0 | 36,1 | 35,7 |
| Dépenses imprévues | 5,2 | — | — |
| Maintien des actifs | 13,7 | 9,6 | 10,0 |
| | <u>747,8</u> | <u>718,9</u> | <u>693,7</u> |

Une gestion financière serrée combinée au report de certaines dépenses ont permis de dégager un écart favorable de 28,9 M\$ par rapport au budget. La mesure fiscale permettant de réclamer la ristourne TPS à 100 % au lieu de 57,14 % à compter du 1^{er} février 2004 a, à elle seule, permis de soulager les dépenses d'exploitation d'un montant de l'ordre de 4,0 M\$ récurrent. La valorisation des pièces fabriquées à l'interne au coût standard au poste «Stocks de fournitures et de pièces de rechange» a permis de réduire les dépenses d'exploitation d'un montant additionnel de 4,0 M\$ au 31 décembre 2004 (2,8 M\$ au 1^{er} janvier 2004). Le report de financements prévus combiné à des taux d'intérêts moins élevés que prévus a contribué à dégager un écart favorable de 10,9 M\$. Par ailleurs, la non-utilisation du budget réservé aux dépenses imprévues a fait économiser 5,2 M\$. Enfin, le report dans le temps de certains projets de maintien des actifs a généré un écart favorable de 4,1 M\$.

Les dépenses de 2004 affichent une augmentation de 25,2 M\$ par rapport à celles de 2003. Cet écart est attribuable principalement à des indexations salariales représentant 14,6 M\$.

SOMMAIRE DES AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|---|--------------|--------------|-------------|
| Remboursement de la dette à long terme | 70,4 | 66,7 | 55,6 |
| Transfert à l'état des activités d'investissement | 56,0 | 70,6 | 7,9 |
| | <u>126,4</u> | <u>137,3</u> | <u>63,5</u> |

Les autres activités financières affichent un écart défavorable de 10,9 M\$ par rapport au budget. Cet écart s'explique principalement par la contribution du gouvernement fédéral et de l'Agence métropolitaine de transport au programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro.

Comparativement à 2003, les autres activités financières affichent une augmentation de 73,8 M\$ dont 59,4 M\$ s'explique par la contribution au comptant versée au programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro. En 2003, aucun montant n'a été comptabilisé car l'entente de financement n'était pas signée.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

SOMMAIRE DES AFFECTATIONS

(en millions de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|---|------------|------------|--------------|
| Surplus accumulé de l'année précédente affecté à l'exercice en cours | — | 3,1 | 12,8 |
| Fonds réservés | | | |
| Contribution aux fonds d'amortissement et de roulement | (47,4) | (52,1) | (59,2) |
| Utilisation du fonds d'amortissement | 51,1 | 51,2 | 42,3 |
| | <u>3,7</u> | <u>2,2</u> | <u>(4,1)</u> |

Pour 2004, les affectations s'apparentent au budget affichant un écart de seulement 1,5 M\$.

Par rapport à 2003, les affectations augmentent de 6,3 M\$. Dans un premier temps, le surplus accumulé de l'année précédente a diminué de 9,7 M\$. Il est à noter que le surplus accumulé de l'année précédente affecté à l'exercice en cours de 3,1 M\$ comprend un montant de 2,8 M\$ reflétant la modification de convention comptable visant à comptabiliser au poste «Stocks de fournitures et de pièces de rechange» les pièces fabriquées à l'interne.

Dans un deuxième temps, la variation des fonds réservés affiche une hausse de 16,0 M\$ attribuable essentiellement à une contribution moindre de 7,1 M\$ aux fonds d'amortissement combinée à une utilisation accrue du fonds d'amortissement de 8,9 M\$.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|--|---------------|-------------|---------------|
| Sources de financement | 306,0 | 262,4 | 82,9 |
| Dépenses d'investissement | (351,3) | (187,2) | (120,6) |
| Surfinancement (sous-financement) de l'exercice | <u>(45,3)</u> | <u>75,2</u> | <u>(37,7)</u> |

Les activités de financement affichent un écart favorable de 120,5 M\$ par rapport au budget. Cet écart s'explique par un report dans le temps de l'échéance de réalisation de certains projets d'envergure. Toutefois, au 31 décembre 2004, la Société était engagée envers différents fournisseurs pour des contrats totalisant 393,4 M\$.

L'accroissement du surfinancement de 112,9 M\$ par rapport à 2003 s'explique principalement par des émissions de nouvelles dettes à long terme totalisant 189,2 M\$. Ces nouvelles entrées de fonds visaient, en plus de payer les dépenses d'investissement de l'exercice, à combler un sous-financement cumulatif de 86,3 M\$ présent au 31 décembre 2003.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2004

Les éléments de l'actif

(en millions de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | 8,6 | 4,9 |
| Placements affectés au fonds d'amortissement | 40,0 | 39,2 |
| Contribution de la Ville de Montréal à recevoir | — | 8,0 |
| Subventions à recevoir | 23,5 | 14,0 |
| Contributions régionales à recevoir | 28,5 | 29,8 |
| Contribution du Réseau de transport de Longueuil à recevoir | 0,9 | 0,9 |
| Autres débiteurs | 38,5 | 39,5 |
| Stocks de fournitures et de pièces de rechange | 21,0 | 15,3 |
| Tranche exigible des créances à long terme | 15,7 | 45,2 |
| | <u>176,7</u> | <u>196,8</u> |
| Immobilisations | 1 103,2 | 997,6 |
| Frais reportés | 3,6 | 4,8 |
| Placements affectés au fonds d'amortissement | 100,5 | 99,4 |
| Placements à long terme | 2,0 | 0,5 |
| Créances à long terme | 254,2 | 167,2 |
| | <u><u>1 640,2</u></u> | <u><u>1 466,3</u></u> |

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

L'actif affiche une croissance de 173,9 M\$ par rapport à 2003 dont 105,6 M\$ sur le plan des immobilisations et 57,5 M\$ sur le plan des créances à long terme.

a) Placements affectés au fonds d'amortissement

Les placements affectés sont les placements des douze fonds d'amortissement qui serviront à rembourser les dettes à long terme concernées. La portion apparaissant à court terme reflète le remboursement de la dette à long terme à même le fonds d'amortissement qui sera effectué au cours de l'exercice subséquent.

b) Contribution de la Ville de Montréal à recevoir

La contribution additionnelle de 8,0 M\$ de la Ville de Montréal relative à 2003 a été versée à la Société en 2004. La contribution de 2004 de 263,0 M\$ a été entièrement versée au cours de l'exercice.

c) Subventions à recevoir

La hausse de 9,5 M\$ des subventions à recevoir est essentiellement tributaire des sommes à recevoir dans le cadre du programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro.

d) Autres débiteurs

Les autres débiteurs sont constitués des revenus régionaux à recevoir de 12,0 M\$, des versements pour accidents de travail à récupérer de 0,7 M\$, des réclamations de taxes aux différents gouvernements de 3,9 M\$, des comptes-clients généraux de 14,1 M\$, d'un dépôt pour l'achat d'autobus de 4,9 M\$ et d'autres débiteurs totalisant 2,9 M\$.

e) Stocks de fournitures et de pièces de rechange

Les stocks sont composés principalement de pièces servant à l'entretien et à la réparation des équipements dont la Société dispose. Ils incluent en 2004 les pièces fabriquées à l'interne pour un montant total de 4,0 M\$ (voir note 2 Modification de convention comptable).

f) Immobilisations

Ce poste présente la valeur non amortie des immobilisations de la Société. La variation entre la valeur de 2003, soit 997,6 M\$, et celle de 2004, soit 1 103,2 M\$, s'explique par des acquisitions de 186,2 M\$ diminuées de l'amortissement de 79,0 M\$. Il restait une valeur de 1,6 M\$ non amortie pour les immobilisations ayant été disposées en 2004. Le coût d'acquisition de ces immobilisations disposées était de 51,8 M\$ alors que la valeur amortie était de 50,2 M\$.

Les principales acquisitions sont reliées à l'achat d'autobus pour un montant de 53,1 M\$ et aux coûts engendrés dans le cadre du programme de rénovation des équipements fixes du métro pour un montant de 77,1 M\$. Il est à noter que la STM présente dans ses immobilisations les actifs liés au réseau initial et aux prolongements du métro au coût non amorti de 252,3 M\$ alors que la dette correspondante se retrouve dans les états financiers de la Ville de Montréal.

g) Frais reportés

Ce poste est composé de licences informatiques acquises en 2002 et amorties en fonction de leur attribution aux utilisateurs sur une période maximale de cinq ans.

h) Placements à long terme

L'augmentation de ce poste s'explique par un nouvel apport de 0,5 M\$ de la Société à sa filiale Société en commandite Transgesco combiné à la quote-part dans le bénéfice net de cette dernière qui s'est élevé à 1,0 M\$.

i) Créances à long terme

L'accroissement des créances à long terme découle de l'émission de nouvelles dettes à long terme au cours de l'exercice financier 2004. Ces dettes seront subventionnées en moyenne à 51 %.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2004

Les éléments du passif

(en millions de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Passif à court terme | | |
| Emprunts temporaires | 34,8 | 111,8 |
| Créditeurs et frais courus | 125,4 | 107,3 |
| Versements exigibles sur la dette à long terme | 75,7 | 134,5 |
| | <u>235,9</u> | <u>353,6</u> |
| Dette à long terme | 601,1 | 419,8 |
| Subventions reportées | 392,3 | 262,6 |
| | <u><u>1 229,3</u></u> | <u><u>1 036,0</u></u> |

Le passif affiche une augmentation de 193,3 M\$, soit une diminution de 117,7 M\$ du passif à court terme et une augmentation de 311,0 M\$ du passif à long terme. La diminution du passif à court terme est causée par la réduction des emprunts temporaires de 77,0 M\$. La hausse du passif à long terme est causée par l'émission de trois nouvelles émissions de dette en 2004 totalisant 217,0 M\$ et l'augmentation des subventions reportées de 129,7 M\$ qui sont tributaires des acquisitions d'immobilisations de l'exercice.

a) Créditeurs et frais courus

Les créditeurs et frais courus sont constitués des fournisseurs et frais courus de 34,5 M\$, des salaires et charges sociales de 33,5 M\$, des congés de maladie à payer de 7,6 M\$, des vacances à payer de 24,3 M\$, des retenues sur contrats et dépôts de garantie de 1,2 M\$, des intérêts courus de 8,4 M\$ et des autres créditeurs de 15,9 M\$.

b) Dette à long terme

Au 31 décembre 2003, la dette à long terme s'élevait à 554,3 M\$. Au cours de l'année, la Société a procédé à trois émissions totalisant 217,0 M\$ (dont 189,2 M\$ de nouveau financement). Le remboursement de la dette s'est chiffré à 66,7 M\$, soit 51,2 M\$ provenant du fonds d'amortissement et 15,5 M\$ provenant des activités financières. La dette à long terme au 31 décembre 2004 s'élève donc à 676,8 M\$.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2004

Les éléments de l'avoir

(en millions de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|---------------------|---------------------|
| Montants à pourvoir dans le futur | (19,4) | (21,3) |
| Surplus (déficit) accumulé | (6,3) | 0,3 |
| Fonds réservés | 131,6 | 58,2 |
| Investissement net dans les éléments d'actif à long terme | 305,0 | 393,1 |
| | <u>410,9</u> | <u>430,3</u> |

L'avoir affiche une réduction de 19,4 M\$ par rapport à 2003 attribuable essentiellement à l'augmentation des fonds réservés de 73,4 M\$ et à la diminution de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme de 88,1 M\$.

a) Montants à pourvoir dans le futur

Les montants à pourvoir dans le futur représentent les sommes dues aux employés en matière de bénéfices de vacances et de congés de maladie à la suite de l'adoption de nouvelles règles comptables au 1^{er} janvier 2000. Chaque année, ces montants sont réduits du plus élevé de l'amortissement des montants à pourvoir au 1^{er} janvier 2000 sur 20 ans ou des départs de l'exercice. Au 31 décembre 2004, les montants à pourvoir dans le futur sont en diminution de 1,9 M\$ par rapport à 2003. Cette diminution est causée par la réduction des bénéfices de vacances de 0,9 M\$ ainsi que par celle des congés de maladie de 1,0 M\$ suivant quelque 360 départs au cours de l'exercice 2004.

b) Fonds réservés

Les fonds réservés sont en augmentation de 73,4 M\$ par rapport à 2003. Cette hausse s'explique principalement par la diminution du sous-financement des projets en cours de 75,2 M\$ à la suite de l'émission de nouvelles dettes en 2004.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

(en millions de dollars)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dettes à long terme | 676,8 | 554,3 | 534,9 | 478,4 | 475,6 |
| Montants accumulés au fonds d'amortissement | (140,5) | (141,8) | (127,3) | (91,4) | (82,4) |
| Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme | (269,9) | (212,4) | (215,0) | (221,5) | (232,6) |
| Dépenses d'investissement à financer nettes de subventions | 1,5 | 32,5 | 14,6 | 12,5 | 13,6 |
| | <u>267,9</u> | <u>232,6</u> | <u>207,1</u> | <u>178,0</u> | <u>174,1</u> |

L'endettement total net à long terme, en augmentation de 35,3 M\$ par rapport à 2003, est tributaire de l'accroissement de la dette à long terme de 122,5 M\$. Cette dernière est financée à 40 % essentiellement par le gouvernement du Québec. Au 31 décembre 2004, le tiers du 60 % à la charge de la Société est réservé aux fonds d'amortissement.

L'endettement total net à long terme représente la dette totale à la charge de la Société compte tenu de la participation de ses partenaires. Sa croissance marquée depuis 5 ans reflète clairement l'investissement massif requis évalué à 3 milliards de dollars sur une période de 10 ans afin de renouveler ses infrastructures. On peut donc s'attendre à une tendance à la hausse de cet indicateur au cours des prochains exercices.

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

RISQUES ET INCERTITUDES

Dans le cours normal des affaires, la STM est exposée à des risques et des incertitudes. Afin de bien les gérer, elle a procédé à l'identification de ces risques, de leur appréciation, de leur incidence potentielle sur ses activités futures et à la mise en place de stratégies afin de pallier ces risques.

Risque relié à la concentration des sources de revenus

Les opérations et les immobilisations de la STM sont financées en grande partie par les différents paliers de gouvernement. Toutefois, ce financement diminue d'année en année et traduit le manque de ressources financières des pouvoirs publics. De plus, les contributions municipales sont connues annuellement, ce qui rend l'élaboration du cadre financier plus difficile.

Afin de maintenir son offre de service intacte, la STM a dû procéder à plusieurs augmentations tarifaires au cours des dernières années. Le recours à cette stratégie afin de réduire la dépendance de la STM face aux deniers publics a toutefois des limites et présente des effets néfastes. En effet, chaque augmentation de tarif a un impact direct sur l'achalandage. Toutefois, les tarifs de la Société sont parmi les moins élevés en Amérique du Nord.

Pour réduire ce risque, la STM a préparé un plan d'affaires sur cinq ans (2004-2008) visant à stabiliser la contribution de la Ville de Montréal et de ses autres partenaires ainsi qu'à augmenter ses revenus commerciaux durant cette période. Elle a donc constitué au cours de 2003 la filiale Société en commandite Transgesco. Le mandat de celle-ci sera de s'adjoindre des partenaires du secteur privé afin de développer son potentiel commercial et ainsi générer des revenus autonomes supplémentaires. Au cours de l'exercice 2004, la Société en commandite Transgesco a débuté deux partenariats visant à augmenter ses revenus commerciaux.

Risque de dépréciation et de remplacement des actifs

La majorité des équipements de la Société sont sur le point de dépasser leur vie utile. Malgré leur entretien périodique, il y a un risque potentiel que le vieillissement des actifs résulte en une incapacité de les maintenir opérationnels ou de les remplacer en temps requis.

Plus de trois milliards de dollars devront être investis au cours des dix prochaines années afin d'acquérir de nouvelles voitures de métro, de remplacer le système désuet de vente et de perception, de rénover les stations de métro, les structures auxiliaires et le tunnel, et de poursuivre le remplacement du parc d'autobus. Pour ce faire, la STM prépare chaque année un plan triennal d'immobilisations (PTI) qui prévoit sur trois ans les dépenses d'investissement et leurs effets sur les années suivantes.

Pour financer ces investissements, le ministère des Transports du Québec, via son programme d'aide au transport en commun, rembourse une partie du service de dette qui en découle. L'importance des sommes en jeu nécessitera toutefois une injection de fonds supplémentaires des divers paliers de gouvernement. Depuis plusieurs années, la Société défend l'importance d'accroître les sources de financement afin de maintenir en bon état son patrimoine et d'améliorer ses services.

Risque d'exploitation

L'acquisition d'autobus et de pièces de rechange représente des sorties de fonds importantes pour la STM (113,9 M\$ pour les quatre prochaines années). Afin de réduire ses coûts, la Société procède à des achats unifiés avec les autres sociétés de transport regroupant les membres de l'Association du transport urbain du Québec.

Risque environnemental

En sa qualité d'exploitant d'un important service de transport en commun, la STM contribue au développement durable et à la qualité de vie sur le territoire de l'île de Montréal. En tant qu'organisme public, elle démontre sa volonté de consentir des efforts au respect de l'environnement. À cet effet, elle s'est dotée en octobre 2000 d'une politique de gestion sur la protection de l'environnement. Elle s'assure du respect des lois, règlements et politiques gouvernementales en matière de protection de l'environnement. Elle a mis en place un système de gestion environnementale permettant l'application efficace de l'ensemble des aspects de sa politique.

De 1998 à 2004, la STM a investi une somme de 3,6 M\$ pour la mise en conformité avec les normes environnementales. Afin de respecter les diverses lois et réglementations sur l'environnement, la Société prévoit dépenser 11,6 M\$ au cours de la période 2005 à 2007 comme présenté dans son plan triennal d'immobilisations.

Risque informatique

L'environnement technologique complexe dans lequel œuvre la STM comporte des risques qui obligent celle-ci à se doter d'encadrements administratifs qui permettent d'optimiser la sécurité des systèmes d'information et de traitement des données, de même qu'à assurer la gestion efficace des risques qui y sont reliés. De plus, diverses législations imposent aux entreprises de mettre en place des mesures adéquates de sécurité et de protection de l'information. À cet effet, la Société s'est dotée de politiques et directives afin de gérer adéquatement la sécurité informatique et la protection de l'information.

Les risques relatifs à la sécurité informatique et à la protection de l'information font l'objet d'une gestion continue et intégrée, de façon à assurer une réévaluation périodique de ces risques. Afin d'assurer la continuité informatique des systèmes critiques de la STM, la Société envisage un investissement de 1,4 M\$ dans les prochaines années pour la mise en place d'un plan de relève informatique.

Risque de financement

Dans le cours normal des affaires, la STM est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt. Afin de gérer ce risque, la STM répartit de façon optimale les échéances de ses dettes. Afin d'étaler dans le temps les sorties de fonds attribuables au remboursement de sa dette à long terme, la STM verse annuellement des sommes dans un fonds d'amortissement (43,9 M\$ en 2004). Au 31 décembre 2004, ce fonds s'élève à 140,5 M\$. Ces sommes sont investies dans des placements sans risque et le rendement réalisé permet de réduire le service de dette futur de la Société. Le fonds d'amortissement a généré 5,9 M\$ de revenus en 2004.

Incertitude relative aux estimations utilisées pour dresser les états financiers

Pour dresser ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec, la direction de la Société a procédé à des estimations et posé des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

Nous avons vérifié le bilan de la Société de transport de Montréal au 31 décembre 2004, ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du déficit accumulé, des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'informations fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2004 ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.



LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL
Michel Doyon, CA

Montréal
Le 17 mars 2005



Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Montréal
Le 17 mars 2005

ÉTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2004



ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

(en milliers de dollars)

| | NOTE | BUDGET | 2004 | 2003 |
|---|------|----------------|----------------|-----------------|
| Revenus | | | | |
| Voyageurs | 4 | 371 320 | 368 176 | 334 771 |
| Contribution de la Ville de Montréal | | 263 000 | 263 000 | 263 000 |
| Subventions du gouvernement du Québec | 5 | 79 379 | 69 570 | 70 766 |
| Contributions régionales | 6 | 58 954 | 61 148 | 64 424 |
| Contribution du gouvernement du Québec - Révision du cadre financier | | 20 363 | — | — |
| Contribution du Réseau de transport de Longueuil | 7 | 1 803 | 1 803 | 1 803 |
| Autres revenus | 8 | 16 515 | 17 302 | 16 858 |
| | | 811 334 | 780 999 | 751 622 |
| Revenus relatifs aux activités d'investissement provenant de tiers | 11 | 54 033 | 60 752 | 3 472 |
| Revenus de placements du fonds d'amortissement | | 5 161 | 5 949 | 6 468 |
| | | 870 528 | 847 700 | 761 562 |
| Dépenses | | | | |
| Service autobus et métro | | 651 193 | 641 194 | 618 180 |
| Service de transport adapté | | 30 708 | 32 058 | 29 836 |
| Intérêts et frais de financement | 9 | 46 994 | 36 093 | 35 658 |
| Dépenses imprévues | | 5 204 | — | 36 |
| Maintien des actifs | | 13 750 | 9 639 | 9 966 |
| | | 747 849 | 718 984 | 693 676 |
| Autres activités financières | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 | 70 402 | 66 710 | 55 574 |
| Transfert à l'état des activités d'investissement | 11 | 56 009 | 70 586 | 7 943 |
| | | 126 411 | 137 296 | 63 517 |
| | | 874 260 | 856 280 | 757 193 |
| Surplus (déficit) des activités financières avant affectations | | (3 732) | (8 580) | 4 369 |
| Affectations | | | | |
| Surplus accumulé de l'année précédente affecté à l'exercice en cours | | — | 3 138 | 12 815 |
| Fonds réservés | | | | |
| Contribution aux fonds d'amortissement et de roulement | | (47 406) | (52 092) | (59 211) |
| Utilisation du fonds d'amortissement | | 51 138 | 51 223 | 42 330 |
| | | 3 732 | (869) | (16 881) |
| Surplus (déficit) de l'exercice | | — | (6 311) | 303 |
| Engagements (note 23) | | | | |
| Éventualités (note 25) | | | | |

ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

(en milliers de dollars)

| | NOTE | BUDGET | 2004 | 2003 |
|---|------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
| Sources de financement | | | | |
| Emprunt à long terme émis | | 250 000 | 189 195 | 75 000 |
| Transfert des activités financières | 11 | 56 009 | 70 586 | 7 943 |
| Fonds de roulement | | — | 2 630 | — |
| | | 306 009 | 262 411 | 82 943 |
| Dépenses d'investissement | | | | |
| Immeubles | | 9 599 | 2 687 | 438 |
| Réseau initial et prolongements du métro | | 3 547 | 14 123 | 44 |
| Améliorations aux infrastructures du métro | | 37 531 | 12 002 | 9 515 |
| Améliorations aux infrastructures locales | | 5 556 | — | — |
| Matériel roulant - autobus | | 36 771 | 55 762 | 63 685 |
| Matériel roulant - minibus | | 1 956 | 561 | 1 312 |
| Matériel roulant - autres | | 2 473 | 8 362 | 1 470 |
| Équipement de bureau et logiciels | | 12 644 | 11 105 | 7 387 |
| Machinerie, outillage et équipement | | 6 209 | 10 986 | 808 |
| Immobilisations en cours | | 234 966 | 70 653 | 35 967 |
| Placement dans une société en commandite | | — | 999 | — |
| | | 351 252 | ^(b) 187 240 | 120 626 |
| Surfinancement (sous-financement) de l'exercice ^(a) | | (45 243) | 75 171 | (37 683) |

^(a) Le surfinancement (sous-financement) de l'exercice est reporté à l'état des fonds réservés.

^(b) La Société s'est engagée pour un montant de 393,4 M\$ auprès de différents fournisseurs au 31 décembre 2004.

BILAN**AU 31 DÉCEMBRE 2004**

(en milliers de dollars)

| | NOTE | 2004 | 2003 |
|---|------|------------------|------------------|
| ACTIF | | | |
| Actif à court terme | | | |
| Encaisse | | 8 611 | 4 912 |
| Placements affectés au fonds d'amortissement | 12 | 39 991 | 39 206 |
| Contribution de la Ville de Montréal à recevoir | | — | 8 000 |
| Subventions à recevoir | 13 | 23 482 | 14 016 |
| Contributions régionales à recevoir | | 28 538 | 29 765 |
| Contribution du Réseau de transport de Longueuil à recevoir | | 902 | 901 |
| Autres débiteurs | 14 | 38 477 | 39 523 |
| Stocks de fournitures et de pièces de rechange | | 20 998 | 15 300 |
| Tranche exigible des créances à long terme | 18 | 15 704 | 45 233 |
| | | <u>176 703</u> | <u>196 856</u> |
| Immobilisations | 15 | 1 103 218 | 997 597 |
| Frais reportés | 16 | 3 597 | 4 796 |
| Placements affectés au fonds d'amortissement | 12 | 100 524 | 99 352 |
| Placements à long terme | 17 | 1 951 | 486 |
| Créances à long terme | 18 | 254 204 | 167 175 |
| | | <u>1 640 197</u> | <u>1 466 262</u> |
| PASSIF ET AVOIR | | | |
| Passif à court terme | | | |
| Emprunts temporaires | 19 | 34 850 | 111 837 |
| Créditeurs et frais courus | 20 | 125 365 | 107 313 |
| Versements exigibles sur la dette à long terme | 21 | 75 732 | 134 515 |
| | | <u>235 947</u> | <u>353 665</u> |
| Dette à long terme | 21 | 601 092 | 419 824 |
| Subventions reportées | 15 | 392 323 | 262 550 |
| | | <u>1 229 362</u> | <u>1 036 039</u> |
| Avoir | | | |
| Montants à pourvoir dans le futur | 22 | (19 393) | (21 347) |
| Surplus (déficit) accumulé | | (6 311) | 303 |
| Fonds réservés | | 131 561 | 58 151 |
| Investissement net dans les éléments d'actif à long terme | | 304 978 | 393 116 |
| | | <u>410 835</u> | <u>430 223</u> |
| | | <u>1 640 197</u> | <u>1 466 262</u> |

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

(en milliers de dollars)

| | NOTE | 2004 | 2003 |
|---|------|----------------|---------------|
| Surplus au début de l'exercice | | 303 | 12 815 |
| Redressement à l'exercice antérieur | 2 | 2 835 | — |
| | | 3 138 | 12 815 |
| Affectation aux activités financières | | (3 138) | (12 815) |
| Surplus (déficit) de l'exercice | | (6 311) | 303 |
| Surplus (déficit) à la fin de l'exercice | | (6 311) | 303 |

ÉTAT DES FONDS RÉSERVÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

(en milliers de dollars)

2004

| | Solde au début | Contribution des activités financières | Utilisation aux activités financières | Contribution (utilisation) aux activités d'investissement | Solde à la fin |
|--|----------------|--|---------------------------------------|---|----------------|
| Fonds d'amortissement | 141 850 | ^(a) 49 888 | (51 223) | — | 140 515 |
| Fonds de roulement | 2 446 | 2 204 | — | (2 630) | 2 020 |
| Financement des projets en cours | (86 318) | — | — | 75 171 | (11 147) |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | 173 | — | — | ^(b) — | 173 |
| | 58 151 | 52 092 | (51 223) | 72 541 | 131 561 |

2003

| | Solde au début | Contribution des activités financières | Utilisation aux activités financières | Contribution (utilisation) aux activités d'investissement | Solde à la fin |
|--|----------------|--|---------------------------------------|---|----------------|
| Fonds d'amortissement | 127 322 | ^(a) 56 858 | (42 330) | — | 141 850 |
| Fonds de roulement | 93 | 2 353 | — | — | 2 446 |
| Financement des projets en cours | (48 774) | — | — | (37 544) | (86 318) |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | 312 | — | — | ^(b) (139) | 173 |
| | 78 953 | 59 211 | (42 330) | (37 683) | 58 151 |

| | 2004 | 2003 |
|--|---------------|---------------|
| ^(a) Contribution au fonds d'amortissement | 39 991 | 50 390 |
| Contribution au fonds d'amortissement (annulation de refinancements en 2005) | 3 948 | — |
| Revenus de placements du fonds d'amortissement | 5 949 | 6 468 |
| | 49 888 | 56 858 |
| | 2004 | 2003 |
| ^(b) Soldes disponibles à la suite de la fermeture de règlements d'emprunt | — | 81 |
| Utilisation de soldes disponibles pour fins de financement | — | (220) |
| | — | (139) |

ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Solde au début de l'exercice | 393 116 | 404 310 |
| Ajouter | | |
| Acquisitions d'immobilisations | 186 241 | 120 626 |
| Émission de créances à long terme | 97 794 | 37 367 |
| Remboursement de la dette à long terme | 66 710 | 55 574 |
| Amortissement des subventions reportées | 21 943 | 14 459 |
| Acquisition de placement dans une société en commandite | 999 | — |
| | <u>373 687</u> | <u>228 026</u> |
| Déduire | | |
| Amortissement des immobilisations | 79 034 | 74 521 |
| Disposition d'immobilisations | 1 586 | — |
| Réduction des créances à long terme | 40 294 | 39 971 |
| Émission de dettes à long terme activités d'investissement | 189 195 | 75 000 |
| Subventions reportées | 151 716 | 49 728 |
| | <u>461 825</u> | <u>239 220</u> |
| Solde à la fin de l'exercice | <u>304 978</u> | <u>393 116</u> |

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Activités de fonctionnement | | |
| Surplus (déficit) de l'exercice | (6 311) | 303 |
| Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités | | |
| Affectation du surplus de l'exercice précédent | (3 138) | (12 815) |
| Quote-part du bénéfice (de la perte) de la société en commandite | (967) | 19 |
| Amortissement des frais reportés | 1 199 | 1 199 |
| Virement au fonds de roulement | 2 204 | 2 353 |
| | <u>(7 013)</u> | <u>(8 941)</u> |
| Éléments n'affectant pas le fonctionnement | | |
| Transfert à l'état des activités d'investissement | 9 834 | 4 471 |
| Remboursement de la dette à long terme | 15 487 | 13 244 |
| Contribution au fonds d'amortissement | 43 939 | 50 390 |
| | <u>62 247</u> | <u>59 164</u> |
| Variation nette des éléments hors caisse | | |
| Subventions et contributions à recevoir | (240) | (20 376) |
| Autres débiteurs | 1 046 | (10 228) |
| Stocks de fournitures et de pièces de rechange | (2 863) | (2 051) |
| Créditeurs et frais courus | 18 052 | 11 946 |
| Montants à pourvoir dans le futur | 1 954 | 2 662 |
| Liquidités provenant des activités de fonctionnement | <u>80 196</u> | <u>41 117</u> |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisitions de placements affectés | (1 172) | (4 938) |
| Acquisitions de placement à long terme | (498) | (505) |
| Acquisitions d'immobilisations | (186 241) | (120 626) |
| Liquidités utilisées des activités d'investissement | <u>(187 911)</u> | <u>(126 069)</u> |
| Activités de financement | | |
| Émission de dette à long terme | 189 195 | 75 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | (66 710) | (55 574) |
| Dépenses en immobilisations financées par un tiers | 60 752 | 3 472 |
| Revenus de placements du fonds d'amortissement | 5 949 | 6 468 |
| Liquidités provenant des activités de financement | <u>189 186</u> | <u>29 366</u> |
| Augmentation (diminution) des liquidités | 81 471 | (55 586) |
| Situation des liquidités au début | (67 719) | (12 133) |
| Situation des liquidités à la fin | <u>13 752</u> | <u>(67 719)</u> |

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements affectés et des emprunts temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2004

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société de transport de Montréal (ci-après la Société) est constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L. R. Q. chapitre S-30.01) et a pour responsabilité d'organiser et de fournir le transport en commun, principalement sur le territoire de l'île de Montréal.

2. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Depuis le 1^{er} janvier 2004, la Société comptabilise les pièces fabriquées à l'interne à titre de pièces de rechange et les impute à titre de dépenses au fur et à mesure de leur utilisation.

Auparavant, toutes les pièces fabriquées à l'interne étaient comptabilisées à titre de dépenses, peu importe si elles étaient utilisées ou non. Cette modification de convention comptable a été comptabilisée à titre de redressement cumulatif au surplus pour un montant de 2,8 M\$. Par conséquent, les données de l'exercice précédent n'ont pas été redressées.

3. ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Principes comptables

Les états financiers sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec contenus dans le *Manuel de présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

États financiers cumulés

Les états financiers de la Société sont présentés sur une base cumulative de façon à représenter l'ensemble de ses activités et transactions sans égard à sa structure comptable.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Données budgétaires

Les données budgétaires relatives aux activités financières reflètent le budget 2004 adopté par le conseil d'administration de la Société en novembre 2003 et par le conseil municipal de la Ville de Montréal en décembre 2003. Les données budgétaires relatives aux activités d'investissement proviennent du programme triennal d'immobilisations 2004-2005-2006 adopté également par le conseil d'administration de la Société en novembre 2003 ainsi que par le conseil municipal de la Ville de Montréal en décembre 2003.

Revenus et dépenses

La Société utilise la méthode de la comptabilité d'exercice selon laquelle les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute à l'exercice au cours duquel ont lieu les transactions ou les faits. Les dépenses liées aux Régimes de retraite de employés, quant à elles, sont enregistrées sur base de caisse. Les ententes de retraite en sus des obligations des Régimes de retraite ne sont pas capitalisées. Une provision déterminée avec l'aide d'actuaire est enregistrée afin de couvrir la valeur des services accumulés.

Les dépenses présentées à l'état des activités financières se détaillent comme suit :

Le «service autobus et métro» comprend l'ensemble des activités relatives à l'exploitation et à l'entretien des réseaux des autobus et du métro ainsi que le support à ces activités. Les principales fonctions de support aux opérations sont : finances et approvisionnement, technologies de l'information, gestion du patrimoine, gestion des affaires commerciales, ressources humaines, communications et affaires publiques, planification et développement des réseaux, marketing et relations avec la clientèle, direction générale, vérification générale, secrétariat et affaires juridiques ainsi que la gestion des projets majeurs.

Le «service de transport adapté» regroupe l'ensemble des activités nécessaires à la planification et à la livraison du transport des personnes handicapées par minibus ou par taxi.

Les «intérêts et frais de financement» incluent les intérêts à long terme et à court terme, déduction faite des frais financiers à court terme qui sont imputés aux règlements d'emprunt.

Les «dépenses imprévues» reflètent les dépenses qui ne sont pas susceptibles de se répéter fréquemment au cours des prochains exercices, qui ne sont pas typiques des activités normales de l'entreprise et qui ne découlent pas de décisions ou d'appréciations de la direction.

Le «maintien des actifs» englobe les coûts du programme d'entretien périodique majeur qui vise à maintenir en bon état de marche les infrastructures de la Société.

Stocks de fournitures et de pièces de rechange

Les stocks de fournitures et de pièces de rechange sont évalués au moindre du coût moyen et du coût de remplacement.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

Fonds réservés

Fonds d'amortissement

Ce fonds sert à accumuler des sommes pour rembourser certaines dettes à long terme.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement dont la limite a été établie à 7,0 M\$ sert à l'acquisition de dépenses en immobilisations. Les sommes utilisées devront être remboursées sur une période maximale de 5 ans.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes :

| | |
|--|-------------------|
| Terrains | 40 ans |
| Immeubles | 40 ans |
| Réseau initial et prolongements du métro | 40 et 100 ans |
| Améliorations aux infrastructures du métro | 25, 40 et 100 ans |
| Infrastructures locales | 20 et 40 ans |
| Infrastructures régionales | 20 et 40 ans |
| Matériel roulant – autobus | 16 ans |
| Matériel roulant – minibus | 5 ans |
| Matériel roulant – autres | 5 et 10 ans |
| Améliorations locatives | Durée du bail |
| Équipement de bureau et logiciels | 5 et 10 ans |
| Machinerie, outillage et équipement | 15 ans |

La dépense d'amortissement n'est pas comptabilisée à l'état des activités financières. Cette dépense est présentée à l'état de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme.

Les subventions reportées sont amorties au même rythme que les immobilisations auxquelles elles se rattachent. Les immobilisations sont amorties dès leur date de mise en service, sans égard à la date de fermeture du règlement d'emprunt pour autant qu'elles sont financées par dette à long terme ou par subvention au comptant.

Dépréciation des actifs à long terme

Depuis le 1^{er} janvier 2004, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant la dépréciation des actifs à long terme. Cette norme indique qu'un actif à long terme doit être soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Conformément à la norme, la Société procède à un test de recouvrabilité de ses actifs à long terme selon la méthode des flux de trésorerie futurs non actualisés. S'il est jugé que la valeur comptable des actifs à long terme n'est pas recouvrable, une dévaluation correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur sera inscrite avec une dépense correspondante à l'état des activités financières.

Imputation du montant à pourvoir dans le futur aux activités financières

Le montant à pourvoir dans le futur pour les congés de maladie et les bénéfices de vacances accumulés avant le 1^{er} janvier 2000 est imputé à l'état des activités financières selon le plus élevé de l'amortissement linéaire sur une période de 20 ans du solde ou des déboursés annuels.

4. REVENUS-VOYAGEURS

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Service autobus et métro | 344 436 | 340 268 | 308 403 |
| Service de transport adapté | 1 528 | 1 380 | 1 352 |
| Revenus régionaux ^(a) | 25 356 | 26 528 | 25 016 |
| | <u>371 320</u> | <u>368 176</u> | <u>334 771</u> |

^(a) Les revenus régionaux attribuables à la Société proviennent du partage de la vente des titres de transport métropolitain.

5. Subventions du gouvernement du Québec

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Immobilisations ^(a) | 54 758 | 45 689 | 48 337 |
| Service de transport adapté ^(b) | 24 621 | 23 803 | 22 429 |
| Autres | — | 78 | — |
| | <u>79 379</u> | <u>69 570</u> | <u>70 766</u> |

^(a) Programme d'aide au transport en commun :

En vertu du programme d'aide au transport en commun du gouvernement du Québec et d'ententes particulières, la Société est éligible à des subventions relatives aux dépenses admissibles (achat d'autobus, construction d'immeubles, rénovation des stations de métro, rénovation de voitures de métro et autres dépenses précises) qu'elle a encourues au cours de l'exercice 2004 à des taux variant de 50 % à 75 %.

Ces subventions sont versées sous la forme d'une contribution au service de la dette ou d'un paiement au comptant, selon les modalités prévues au programme d'aide et aux ententes particulières.

^(b) Programme d'aide gouvernementale au transport adapté aux personnes handicapées :

En vertu des pouvoirs que confère au ministre des Transports le décret 1106-2002, la Société est éligible à une subvention pouvant atteindre un maximum de 75 % des coûts reconnus admissibles par le ministère des Transports.

6. CONTRIBUTIONS RÉGIONALES

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Reliée aux déplacements sur le réseau du métro ^(a) | 43 950 | 43 480 | 46 842 |
| Reliée aux déplacements sur les lignes d'autobus métropolitaines ^(a) | 6 394 | 6 226 | 6 976 |
| Reliée aux équipements et infrastructures ^(b) | 1 322 | 1 414 | 1 446 |
| Partage du surplus de l'Agence métropolitaine de transport ^(c) | — | 2 405 | — |
| | 51 666 | 53 525 | 55 264 |
| Financement de la dette - trains de banlieue ^(d) | 7 288 | 7 623 | 9 160 |
| | 58 954 | 61 148 | 64 424 |

^(a) Autobus et métro :

La Société reçoit de l'Agence métropolitaine de transport une aide pour les déplacements effectués sur le réseau de transport métropolitain par métro et par autobus.

^(b) Équipements et infrastructures régionaux :

L'Agence doit acquérir de la Société les équipements et les infrastructures nécessaires au réseau de transport métropolitain par autobus. Au 31 décembre 2004, le contrat précisant la date et les modalités de transfert de ces actifs n'est pas signé. Malgré ce transfert de propriété éventuel, la Société demeure responsable du service de la dette afférent au financement de ces biens. Cependant, l'Agence rembourse à la Société les coûts d'exploitation de ceux-ci et le service de la dette, déduction faite de toute subvention gouvernementale.

^(c) Partage du surplus de l'Agence métropolitaine de transport :

Le surplus de l'Agence a été distribué au prorata de chacune des autorités organisatrices de transport en fonction des montants d'aide métropolitaine autobus et métro ainsi que de l'aide aux tarifs réduits attribués en 2004.

^(d) Trains de banlieue :

Depuis le 1^{er} janvier 1996, l'Agence succède aux droits et obligations de la Société à l'égard du réseau de trains de banlieue.

Le matériel roulant ferroviaire et tout autre actif relié à l'exploitation du réseau de trains de banlieue sont la propriété de l'Agence. Toutefois, la Société conserve la dette à long terme afférente à ces biens. L'Agence rembourse à la Société le capital et les intérêts, et est garante, en cas de défaut, du remboursement du service de la dette relatif aux trains de banlieue.

7. CONTRIBUTION DU RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

Le 24 mars 2004, le gouvernement du Québec a adopté le décret 285-2004 concernant l'établissement des conditions d'exploitation de la ligne de métro reliant les territoires de la Société de transport de Montréal et du Réseau de transport de Longueuil. La contribution du Réseau de transport de Longueuil est fixée à 1,8 M\$ pour l'exercice financier 2004.

8. AUTRES REVENUS

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Publicité | 9 885 | 9 916 | 8 971 |
| Location | 3 283 | 1 795 | 3 493 |
| Activités accessoires ^(a) | — | 469 | 112 |
| Quote-part du bénéfice (de la perte) de la société en commandite | — | 967 | (19) |
| Autres | 3 347 | 4 155 | 4 301 |
| | <u>16 515</u> | <u>17 302</u> | <u>16 858</u> |

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|--------------------------------------|----------|------------|------------|
| ^(a) Activités accessoires | | | |
| Prolongement du métro | | | |
| Revenus | — | 11 289 | 5 911 |
| Dépenses | — | (11 109) | (5 911) |
| | <u>—</u> | <u>180</u> | <u>—</u> |
| Autres projets | | | |
| Revenus | — | 1 356 | 1 066 |
| Dépenses | — | (1 067) | (954) |
| | <u>—</u> | <u>289</u> | <u>112</u> |
| Surplus | <u>—</u> | <u>469</u> | <u>112</u> |

9. INTÉRÊTS ET FRAIS DE FINANCEMENT

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Intérêts sur la dette à long terme | 45 694 | 35 690 | 34 680 |
| Frais de financement | | | |
| à court terme | 2 339 | 2 006 | 2 364 |
| attribués aux règlements d'emprunt | (1 039) | (1 603) | (1 386) |
| | <u>1 300</u> | <u>403</u> | <u>978</u> |
| | <u>46 994</u> | <u>36 093</u> | <u>35 658</u> |

10. REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Remboursement en capital | | | |
| à même les activités financières | 19 264 | 15 487 | 13 244 |
| à même le fonds d'amortissement | 51 138 | 51 223 | 42 330 |
| | <u>70 402</u> | <u>66 710</u> | <u>55 574</u> |

11. TRANSFERT À L'ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2001 |
|---|---------------|---------------|--------------|
| Dépenses en immobilisations financées par un tiers | | | |
| Programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro ^(a) | 53 943 | 59 352 | — |
| Remplacement d'un système d'exploitation | 90 | 1 017 | 3 378 |
| Disposition d'autobus | — | 342 | 50 |
| Transfert des actifs du métro selon les exigences légales | — | 41 | 44 |
| | <u>54 033</u> | <u>60 752</u> | <u>3 472</u> |
| Dépenses en immobilisations et placement financés à même les revenus | | | |
| Service autobus et métro | 250 | 8 886 | 3 078 |
| Service de transport adapté | 1 476 | 99 | 1 312 |
| Maintien des actifs | 250 | 849 | 81 |
| | <u>1 976</u> | <u>9 834</u> | <u>4 471</u> |
| | <u>56 009</u> | <u>70 586</u> | <u>7 943</u> |

^(a) En vertu du décret 737-2002 et l'entente no 527001 du 16 juillet 2004 portant sur l'aide financière pour la première phase du programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro, le gouvernement fédéral verse une contribution au comptant de 33,33 % des dépenses admissibles au «Programme TICQ 2000» alors que l'Agence métropolitaine de transport verse une contribution au comptant de 12,5 %. La contribution du gouvernement du Québec a été fixée à 41,67 % et elle est versée sous la forme d'une subvention du service de dette.

12. PLACEMENTS AFFECTÉS AU FONDS D'AMORTISSEMENT

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|----------------|----------------|
| Encaisse | 929 | 29 792 |
| Obligations et coupons d'obligations, au coût non amorti (valeur marchande 140 438 \$, 109 967 \$ en 2003) | 138 004 | 107 404 |
| Intérêts à recevoir | 1 582 | 1 362 |
| | <u>140 515</u> | <u>138 558</u> |
| Portion à court terme | (39 991) | (39 206) |
| | <u>100 524</u> | <u>99 352</u> |

13. SUBVENTIONS À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| Gouvernement du Québec | | |
| Immobilisations | 3 000 | 4 482 |
| Service de transport adapté | 6 642 | 6 070 |
| Autres | 1 153 | 2 432 |
| | <u>10 795</u> | <u>12 984</u> |
| Gouvernement du Canada | | |
| Immobilisations | 9 500 | 1 032 |
| Agence métropolitaine de transport | | |
| Immobilisations | 3 187 | — |
| | <u>23 482</u> | <u>14 016</u> |

14. AUTRES DÉBITEURS

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|---------------|---------------|
| Revenus régionaux à recevoir | 12 003 | 11 013 |
| Versements pour accidents de travail à récupérer | 729 | 613 |
| Réclamations de taxes aux gouvernements | 3 911 | 1 135 |
| Comptes-clients généraux | 14 052 | 12 847 |
| Dépôt pour l'achat d'autobus | 4 892 | 10 043 |
| Autres | 2 890 | 3 872 |
| | <u>38 477</u> | <u>39 523</u> |

15. IMMOBILISATIONS

(en milliers de dollars)

| | 2004 | | | 2003 |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------|
| | Coût | Amortissement | Valeur nette | Valeur nette |
| Terrains | 7 352 | 6 021 | 1 331 | 1 402 |
| Immeubles | 146 783 | 66 239 | 80 544 | 81 006 |
| Réseau initial et prolongements du métro | 1 450 752 | 1 198 427 | 252 325 | 255 122 |
| Améliorations aux infrastructures du métro | 212 857 | 49 388 | 163 469 | 157 770 |
| Infrastructures locales | 11 702 | 2 668 | 9 034 | 9 365 |
| Infrastructures régionales | 11 499 | 6 715 | 4 784 | 5 380 |
| Matériel roulant - autobus | 582 574 | 253 721 | 328 853 | 309 063 |
| Matériel roulant - minibus | 8 304 | 6 720 | 1 584 | 2 593 |
| Matériel roulant - autres | 38 159 | 23 394 | 14 765 | 9 313 |
| Améliorations locatives | 7 170 | 5 480 | 1 690 | 2 173 |
| Équipement de bureau et logiciels | 77 052 | 43 260 | 33 792 | 29 975 |
| Machinerie, outillage et équipement | 69 793 | 34 417 | 35 376 | 29 417 |
| Immobilisations en cours | 175 671 | — | 175 671 | 105 018 |
| | <u>2 799 668</u> | <u>1 696 450</u> | <u>1 103 218</u> | <u>997 597</u> |

| | 2004 | | | 2003 |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Solde du début | Variation | Solde de fin | Solde de fin |
| Subventions reportées | <u>262 550</u> | <u>129 773</u> | <u>392 323</u> | <u>262 550</u> |

16. FRAIS REPORTÉS

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|------------------------|--------------|--------------|
| Licences informatiques | <u>3 597</u> | <u>4 796</u> |

Les licences informatiques sont portées aux activités financières au fur et à mesure de leur attribution aux utilisateurs sur une période maximale de 5 ans, soit de 2003 à 2007.

17. PLACEMENTS À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|---------------------|-------------------|
| Participation - société en commandite, à la valeur de consolidation | 1 946 | 481 |
| Autre | 5 | 5 |
| | <u>1 951</u> | <u>486</u> |

18. CRÉANCES À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Montant à recouvrer pour le remboursement de la dette à long terme (note 21) | | |
| Gouvernement du Québec | 256 590 | 193 548 |
| Agence métropolitaine de transport | 13 318 | 18 860 |
| | <u>269 908</u> | <u>212 408</u> |
| Tranche exigible des créances à long terme | (15 704) | (45 233) |
| | <u>254 204</u> | <u>167 175</u> |

19. EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Société dispose d'une autorisation d'emprunt pour ses dépenses d'exploitation courantes et celles effectuées en vertu d'un règlement d'emprunt jusqu'à concurrence de 200 M\$. Cette somme peut être empruntée, en tout ou en partie, au moyen de billets, acceptations bancaires ou autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme, à un taux n'excédant pas le taux préférentiel des banques à charte. Le terme de remboursement de chacun des billets, acceptations bancaires ou autres titres ne doit pas excéder un an, à compter de leur date d'émission. Au 31 décembre 2004, le taux moyen sur les emprunts temporaires était de 2,56 %.

La Société dispose également d'une marge de crédit avec privilège d'utilisation sous forme de billets à demande de 40 M\$ (incluse dans le pouvoir d'emprunt temporaire de 200 M\$). Le taux d'intérêt accordé sur cette marge de crédit est le taux de base de l'institution bancaire calculé au jour le jour et payable le dernier jour de chaque mois. Le taux moyen pour l'exercice financier 2004 s'est élevé à 4,50 %.

20. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Fournisseurs et frais courus | 34 501 | 23 105 |
| Salaires et charges sociales | 33 530 | 30 133 |
| Congés de maladie à payer | 7 626 | 8 349 |
| Vacances à payer | 24 270 | 23 306 |
| Retenues sur contrats et dépôts de garantie | 1 205 | 1 137 |
| Intérêts courus | 8 359 | 7 716 |
| Autres | 15 874 | 13 567 |
| | <u>125 365</u> | <u>107 313</u> |

21. DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Obligations et emprunts bancaires, à des taux d'intérêt variant de 2,40 % à 9,10 % (3,55 % à 9,60 % en 2003) échéant de février 2005 à octobre 2014 | 676 824 | 554 339 |
| Versements exigibles sur la dette à long terme | (75 732) | (134 515) |
| | <u>601 092</u> | <u>419 824</u> |

La dette à long terme est constituée d'obligations et d'emprunts bancaires qui sont des obligations directes et générales de la Ville de Montréal. La Ville de Montréal s'est portée garante, sans réserve, de la dette à long terme contractée par la Société.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

| | |
|--|-----------------------|
| 2005 | 75 732 |
| 2006 | 108 671 |
| 2007 | 78 000 |
| 2008 | 42 068 |
| 2009 | 80 255 |
| 2010 et suivants | 292 098 |
| Total des paiements minimums exigibles | <u>676 824</u> |

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Montants accumulés au fonds d'amortissement | 140 515 | 141 850 |
| Montants à recouvrer pour le remboursement de la dette à long terme | | |
| De la Ville de Montréal | 266 401 | 200 081 |
| Du gouvernement du Québec | 256 590 | 193 548 |
| De l'Agence métropolitaine de transport | 13 318 | 18 860 |
| | <u>536 309</u> | <u>412 489</u> |
| | <u>676 824</u> | <u>554 339</u> |

22. MONTANTS À POURVOIR DANS LE FUTUR

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|-----------------------|------------------------|------------------------|
| Bénéfices de vacances | (12 892) | (13 867) |
| Congés de maladie | (6 501) | (7 480) |
| | <u>(19 393)</u> | <u>(21 347)</u> |

La variation de 2,0 M\$ entre les 31 décembre 2003 et 2004 a été imputée à l'état des activités financières.

23. ENGAGEMENTS

a) Baux à long terme

La Société s'est engagée à verser une somme de 88,2 M\$ pour des locaux, en vertu de baux à long terme échéant du 30 septembre 2005 au 31 juillet 2023. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 1,7 M\$ en 2005, 4,5 M\$ en 2006, 4,8 M\$ en 2007, 4,9 M\$ en 2008 et 5,1 M\$ en 2009.

b) Contrat d'impartition de la centrale informatique

La Société s'est engagée à verser une somme totale de 3,8 M\$ pour les années 2005 à 2008 pour l'impartition de sa centrale informatique. Les versements à venir s'élèvent à 1,2 M\$ pour les années 2005 à 2007 et 0,2 M\$ en 2008.

Ce contrat comporte une option de renouvellement pour une période additionnelle de deux ans aux mêmes termes et conditions.

c) Contrat de service d'un intégrateur en solutions de communication

La Société s'est engagée à verser un montant maximum de 10,8 M\$ pour les années 2005 à 2012. Les deux principaux volets de ce contrat sont composés du système téléphonique corporatif au montant de 9,2 M\$ et des services d'accès Internet au montant de 1,4 M\$. Le solde résiduel de 0,2 M\$ vise différents projets d'exploitation.

Les versements à venir s'échelonnent comme suit : 1,4 M\$ en 2005, et 1,3 M\$ pour les années 2006 à 2012.

d) Contrat d'approvisionnement en pièces d'autobus

La Société, mandataire pour les principales sociétés de transport du Québec, a adjudgé des contrats d'approvisionnement en pièces d'autobus urbains dans le cadre d'achats unifiés.

Ces contrats s'échelonnent sur des périodes de trois à cinq ans, soit de 2002 à 2007. Au 31 décembre 2004, la valeur totale de ces contrats pour l'ensemble des sociétés est de 17,7 M\$. La portion attribuable à la Société de transport de Montréal est de 9,2 M\$, soit 5,8 M\$ pour 2005 et 1,7 M\$ pour les années 2006 et 2007.

Inversement, la Société a mandaté deux sociétés de transport du Québec pour procéder à des achats unifiés de pièces d'autobus urbains. Ces contrats totalisant 12,0 M\$ s'échelonnent sur des périodes de trois à quatre ans soit de 2004 à 2008. La portion attribuable à la Société de transport de Montréal est de 3,5 M\$ en 2005, 4,2 M\$ en 2006, 3,6 M\$ en 2007 et 0,7 M\$ en 2008.

e) Contrat d'acquisition d'autobus urbains

La Société a octroyé un contrat d'acquisition d'autobus urbains à plancher surbaissé dans le cadre d'un processus d'achat unifié regroupant les membres de l'Association du transport urbain du Québec.

Le contrat s'échelonne de 2003 à 2007 et vise l'acquisition d'autobus à plancher surbaissé pour l'ensemble des sociétés. En vertu de ce contrat, les sociétés ont la possibilité de diminuer les quantités commandées de 10 % ou de les augmenter de 20 %. Ce contrat prévoit également une clause d'indexation en fonction de l'indice des prix à la consommation et l'indice des prix de l'industrie ainsi que sur la variation du taux de change américain (US) et du taux de change européen (EURO) pour la portion du coût d'un autobus à contenu américain et européen. À titre indicatif, le contenu américain représente 29 % du coût de base alors que le contenu européen en représente 9 %. Au cours de l'exercice 2003, les acquisitions d'autobus ont été revues à la baisse pour l'ensemble des sociétés et se chiffrent à 773 autobus au coût total approximatif de 353,3 M\$.

La portion révisée attribuable à la Société comporte 344 autobus pour un montant total estimé de 156,5 M\$ (incluant les livraisons 2003 et 2004 qui se sont chiffrées à 18,0 M\$ et 45,8 M\$ respectivement). Selon le plan de livraison des autobus, les livraisons 2005 s'élèveront à 21,5 M\$, celles de 2006 à 35,1 M\$ et celles de 2007 à 36,1 M\$.

f) Programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro

La Société a signé un contrat avec une firme d'ingénieurs pour un montant approximatif de 62,7 M\$ pour les exercices 2001 à 2005 afin d'établir et opérer un bureau de projets responsable de la réalisation du programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro. Au 31 décembre 2004, il restait environ 7,3 M\$ de dépenses à encourir d'ici 2005.

g) Devises étrangères

La Société s'est engagée, auprès d'une institution bancaire, à acheter 3,3 M\$ US le 1^{er} septembre 2005 au taux de 1,3693, soit 4,5 M\$ CAN et 8,3 M\$ US le 15 décembre 2005 au taux de 1,3723, soit 11,4 M\$ CAN pour couvrir les besoins en devises dans le cadre des contrats octroyés pour le projet «Vente et perception».

h) Contrats d'acquisition d'équipements et de système de vente et perception

La Société a adjugé deux contrats majeurs dans le cadre du projet de renouvellement du système et des équipements de vente et perception.

En tant que mandataire de six autorités organisatrices de transport (AOT), la Société a octroyé un premier contrat au montant total de 78,5 M\$, dont 61,0 M\$ pour la Société. Ce contrat couvre le remplacement du système centralisé et des équipements afférents, l'acquisition des cartes à puce (qui seront l'équivalent des titres de transport avec le nouveau système) ainsi que l'entretien des logiciels et des équipements. La portion relative aux frais d'entretien des logiciels et des équipements, qui est entièrement à la charge de la Société, représente 10,7 M\$. Les versements annuels, au montant de 2,1 M\$, s'échelonnent de 2006 à 2010.

En tant que mandataire d'une autre AOT, la Société a octroyé un deuxième contrat au montant total de 47,5 M\$, dont 42,2 M\$ pour la Société. Ce contrat inclut le remplacement des boîtes de perception dans les autobus, ainsi que l'entretien des logiciels et équipements afférents. La portion relative aux frais d'entretien des logiciels et des équipements s'élève à 0,9 M\$. Les versements annuels, au montant de 0,2 M\$, s'échelonnent de 2006 à 2010.

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les Régimes de retraite de la Société sont des régimes contributifs à prestations déterminées. Des évaluations actuarielles ont été effectuées au 31 décembre 2002 afin de déterminer la valeur actualisée des prestations au prorata des années de service. Ces évaluations ont démontré des surplus de l'ordre de 151,5 M\$. L'actif des caisses de retraite est basé sur la juste valeur où les fluctuations sont étalées sur trois ans.

Au 31 décembre 2004, l'actif des caisses de retraite et la valeur actualisée des prestations de retraite constituées n'étaient pas disponibles. Selon les états financiers des régimes de retraite de l'exercice terminé le 31 décembre 2003, ces valeurs s'élèvent respectivement à 2 499,5 M\$ et 2 319,1 M\$ au 31 décembre 2003. La dépense de l'exercice 2004 a été de 30,8 M\$ (28,7 M\$ en 2003).

Au 31 décembre 2004, la Société était engagée en vertu de diverses ententes de retraite en sus des obligations découlant des Régimes de retraite ci-dessus. Ces engagements, selon une évaluation actuarielle datée du 14 décembre 2004, représentent une somme de 4,8 M\$ et découlent principalement d'une convention de retraite mise en place pour les employés de la Société dont la rémunération annuelle excède le plafond des cotisations au Régime de retraite fixé par les autorités fiscales. La Société a provisionné un montant de 3,2 M\$ relatif à ces engagements au 31 décembre 2004.

25. ÉVENTUALITÉS

Le total des montants réclamés par les parties demanderesse s'établit à 126,2 M\$ (126,3 M\$ en 2003). Ces réclamations sont constituées d'une requête en recours collectif touchant les Régimes de retraite de la STM pour un montant de 123,0 M\$ ainsi que de causes individuelles, de blessures corporelles, de dommages matériels et de divers autres litiges. Au 31 décembre 2004, la Société a provisionné un montant jugé suffisant relatif à ces réclamations.

26. OPINION DES VÉRIFICATEURS

L'opinion des vérificateurs ne porte pas sur les informations complémentaires.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES



ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES REDRESSÉ

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | | | | |
| Voyageurs | 368 176 | 334 771 | 321 871 | 318 265 | 296 956 |
| Contribution de la Ville de Montréal (des municipalités du territoire de la CUM avant 2002) | 263 000 | 263 000 | 244 100 | 236 600 | 231 600 |
| Subventions du gouvernement du Québec | 69 570 | 70 766 | 65 388 | 63 938 | 64 583 |
| Contributions régionales | 61 148 | 64 424 | 64 170 | 61 716 | 66 233 |
| Contribution du Réseau de transport de Longueuil | 1 803 | 1 803 | 1 761 | 1 844 | 1 803 |
| Autres revenus | 17 302 | 16 858 | 14 839 | 16 843 | 16 841 |
| | <u>780 999</u> | <u>751 622</u> | <u>712 129</u> | <u>699 206</u> | <u>678 016</u> |
| DÉPENSES | | | | | |
| Service autobus et métro | 652 284 | 623 611 | 580 981 | 559 041 | 535 652 |
| Service de transport adapté | 32 157 | 31 148 | 28 907 | 26 374 | 26 511 |
| Service de la dette et frais de financement ^(a) | 95 519 | 99 292 | 93 412 | 94 983 | 101 600 |
| Dépenses imprévues | — | 36 | 404 | 137 | 335 |
| Maintien des actifs ^(b) | 10 488 | 10 047 | 11 572 | 11 843 | 11 271 |
| | <u>790 448</u> | <u>764 134</u> | <u>715 276</u> | <u>692 378</u> | <u>675 369</u> |
| Surplus (déficit) avant surplus accumulé de l'exercice | (9 449) | (12 512) | (3 147) | 6 828 | 2 647 |
| Surplus accumulé de l'exercice précédent | ^(c) 3 138 | 12 815 | 15 962 | 9 134 | 6 487 |
| Surplus (déficit) de l'exercice | <u>(6 311)</u> | <u>303</u> | <u>12 815</u> | <u>15 962</u> | <u>9 134</u> |

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| ^(a) Intérêts et frais de financement | 36 093 | 35 658 | 33 295 | 33 814 | 38 077 |
| Remboursement de la dette à long terme | 66 710 | 55 574 | 29 959 | 57 828 | 61 697 |
| Contribution au fonds d'amortissement | 43 939 | 50 390 | 41 408 | 40 907 | 37 557 |
| Utilisation du fonds d'amortissement | (51 223) | (42 330) | (11 250) | (37 566) | (35 731) |
| | <u>95 519</u> | <u>99 292</u> | <u>93 412</u> | <u>94 983</u> | <u>101 600</u> |

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| ^(b) Maintien des actifs (selon l'état des activités financières) | 9 639 | 9 966 | 11 174 | 11 681 | 11 271 |
| Transfert à l'état des activités d'investissement | 849 | 81 | 398 | 162 | — |
| | <u>10 488</u> | <u>10 047</u> | <u>11 572</u> | <u>11 843</u> | <u>11 271</u> |

^(c) Le surplus à la fin de l'exercice 2003 de 303 \$ a été redressé d'un montant de 2 835 \$ à la suite de la modification de convention comptable portant sur les stocks de fournitures et de pièces de rechange (note 2).

REVENUS-VOYAGEURS PAR NATURE

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| SERVICE AUTOBUS ET MÉTRO | | | | | |
| <i>Ordinaire</i> | | | | | |
| Espèces | 48 069 | 44 762 | 48 547 | 51 091 | 48 518 |
| Tickets lisière | 66 906 | 61 235 | 58 171 | 52 930 | 50 714 |
| CAM | 124 698 | 107 223 | 98 921 | 114 927 | 106 381 |
| CAM hebdo | 29 645 | 32 395 | 34 303 | 36 927 | 34 439 |
| | <u>269 318</u> | <u>245 615</u> | <u>239 942</u> | <u>255 875</u> | <u>240 052</u> |
| <i>Réduit</i> | | | | | |
| Espèces | 3 063 | 2 945 | 3 348 | 3 782 | 3 062 |
| Tickets lisière | 12 152 | 10 550 | 9 744 | 8 649 | 8 309 |
| CAM | 51 315 | 45 352 | 41 028 | 23 660 | 21 814 |
| CAM hebdo | 2 540 | 2 258 | 1 893 | 1 387 | 1 092 |
| | <u>69 070</u> | <u>61 105</u> | <u>56 013</u> | <u>37 478</u> | <u>34 277</u> |
| Cartes touristiques | 1 295 | 1 039 | 823 | 757 | 961 |
| Attribution des revenus de train de l'AMT | 585 | 644 | 1 880 | 1 209 | 2 657 |
| | <u>340 268</u> | <u>308 403</u> | <u>298 658</u> | <u>295 319</u> | <u>277 947</u> |

DÉPENSES PAR NATURE

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| DÉPENSES LIÉES À L'EXPLOITATION | | | | | |
| Rémunération | 529 543 | 511 948 | 470 975 | 449 788 | 433 403 |
| Biens et services | | | | | |
| Dépenses majeures | 2 674 | 3 962 | 4 927 | 4 686 | 3 191 |
| Énergie, taxes et permis | 60 290 | 55 317 | 50 688 | 53 091 | 50 607 |
| Services professionnels | 3 373 | 2 750 | 3 138 | 2 697 | 2 341 |
| Services techniques et autres services | 23 734 | 22 151 | 20 707 | 18 062 | 17 795 |
| Matériel et fournitures | 31 103 | 35 236 | 35 292 | 35 790 | 33 276 |
| Location | 8 265 | 7 021 | 6 737 | 6 558 | 7 366 |
| Financement des opérations | 403 | 978 | 534 | 1 447 | 1 696 |
| Dépenses diverses | 11 848 | 8 168 | 11 496 | 9 351 | 7 294 |
| | 141 690 | 135 583 | 133 519 | 131 682 | 123 566 |
| | 671 233 | 647 531 | 604 494 | 581 470 | 556 969 |
| DÉPENSES LIÉES AUX INVESTISSEMENTS | | | | | |
| Maintien des actifs | 10 488 | 10 047 | 11 572 | 11 681 | 11 271 |
| Projets spéciaux | 11 408 | 5 853 | 3 718 | 3 992 | 5 790 |
| Service de la dette - autobus et métro | 87 493 | 89 154 | 78 554 | 78 473 | 84 105 |
| Virement au fonds de roulement | 2 203 | 2 353 | 2 210 | 1 400 | 1 100 |
| | 111 592 | 107 407 | 96 054 | 95 546 | 102 266 |
| Service de la dette - train de banlieue | 7 623 | 9 160 | 14 324 | 15 063 | 15 799 |
| Dépenses imprévues | — | 36 | 404 | 137 | 335 |
| | 790 448 | 764 134 | 715 276 | 692 216 | 675 369 |

DÉPENSES PAR FONCTION

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| EXPLOITATION DES RÉSEAUX | | | | | |
| Réseau des autobus | | | | | |
| Rémunération | 274 216 | 270 985 | 264 137 | 244 756 | 232 350 |
| Biens et services | 47 126 | 49 782 | 21 018 | 20 992 | 21 171 |
| | 321 342 | 320 767 | 285 155 | 265 748 | 253 521 |
| Réseau du métro | | | | | |
| Rémunération | 153 856 | 152 846 | 142 068 | 128 610 | 114 045 |
| Biens et services | 37 143 | 35 938 | 14 986 | 15 711 | 13 829 |
| | 190 999 | 188 784 | 157 054 | 144 321 | 127 874 |
| Transport adapté^(a) | | | | | |
| Rémunération | 16 440 | 16 689 | 16 518 | 15 543 | 15 011 |
| Biens et services | 14 671 | 14 367 | 12 902 | 11 844 | 9 834 |
| | 31 111 | 31 056 | 29 420 | 27 387 | 24 845 |
| Énergie^(c) | | | | | |
| Biens et services | 8 058 | 7 668 | 48 041 | 46 708 | 49 203 |
| | 551 510 | 548 275 | 519 670 | 484 164 | 455 443 |
| SERVICES DE SOUTIEN | | | | | |
| Direction générale adjointe | | | | | |
| Rémunération | 33 380 | 32 510 | 31 090 | 27 464 | 28 318 |
| Biens et services | 12 380 | 12 266 | 10 897 | 10 818 | 11 324 |
| | 45 760 | 44 776 | 41 987 | 38 282 | 39 642 |
| Finances et approvisionnement | | | | | |
| Rémunération | 24 339 | 23 482 | 22 738 | 21 031 | 19 435 |
| Biens et services | 5 855 | 5 958 | 6 821 | 7 549 | 7 387 |
| | 30 194 | 29 440 | 29 559 | 28 580 | 26 822 |
| Ressources humaines | | | | | |
| Rémunération | 12 732 | 12 480 | 12 316 | 11 242 | 10 611 |
| Biens et services | 1 905 | 2 146 | 2 112 | 2 239 | 2 038 |
| | 14 637 | 14 626 | 14 428 | 13 481 | 12 649 |
| Soutien à l'exploitation | | | | | |
| Rémunération | 9 505 | 8 887 | 9 143 | 8 519 | 18 484 |
| Biens et services | 4 167 | 3 135 | 2 706 | 2 804 | 2 894 |
| | 13 672 | 12 022 | 11 849 | 11 323 | 21 378 |
| | 104 263 | 100 864 | 97 823 | 91 666 | 100 491 |
| AUTRES SERVICES CORPORATIFS | | | | | |
| Rémunération | 4 137 | 3 991 | 4 230 | 4 242 | 4 183 |
| Biens et services | 1 087 | 871 | 838 | 1 745 | 1 606 |
| | 5 224 | 4 862 | 5 068 | 5 987 | 5 789 |
| MAINTIEN DES ACTIFS^(c) | | | | | |
| Rémunération | — | — | 5 017 | 6 508 | 7 404 |
| Biens et services | — | — | 5 030 | 5 064 | 4 440 |
| | — | — | 10 047 | 11 572 | 11 844 |

DÉPENSES PAR FONCTION

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 |
|-------------------------------------|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| PROJETS SPÉCIAUX | | | | | |
| Rémunération | — | 2 552 | 616 | 655 | 1 063 |
| Biens et services | 6 563 | 9 091 | 5 237 | 3 063 | 2 919 |
| | <u>6 563</u> | <u>11 643</u> | <u>5 853</u> | <u>3 718</u> | <u>3 982</u> |
| AUTRES DÉPENSES | | | | | |
| Rémunération | 12 589 | 12 657 | 9 762 | 9 591 | 7 633 |
| Biens et services | 17 478 | 14 424 | 14 231 | 12 552 | 10 747 |
| | <u>30 067</u> | <u>27 081</u> | <u>23 993</u> | <u>22 143</u> | <u>18 382</u> |
| FRAIS DE FINANCEMENT | | | | | |
| Biens et services | <u>106 126</u> | <u>95 519</u> | <u>99 291</u> | <u>93 412</u> | <u>94 983</u> |
| DÉPENSES IMPRÉVUES | | | | | |
| Rémunération | — | — | — | 178 | 69 |
| Biens et services | 5 204 | — | 36 | 226 | 68 |
| | <u>5 204</u> | <u>—</u> | <u>36</u> | <u>404</u> | <u>137</u> |
| AFFECTATIONS | | | | | |
| Remboursement du fonds de roulement | 2 377 | 2 204 | 2 353 | 2 210 | 1 400 |
| | <u>^(b) 811 334</u> | <u>790 448</u> | <u>764 134</u> | <u>715 276</u> | <u>692 451</u> |

(en milliers de dollars)

| | BUDGET | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| ^(a) Transport adapté | | | | | |
| Total selon l'état des activités financières | 30 708 | 32 058 | 29 836 | 27 689 | 26 243 |
| Transfert à l'état des activités d'investissement | 1 476 | 99 | 1 312 | 1 218 | 131 |
| | <u>32 184</u> | <u>32 157</u> | <u>31 148</u> | <u>28 907</u> | <u>26 374</u> |
| Autres centres de responsabilité | (1 073) | (1 101) | (1 728) | (1 520) | (1 529) |
| | <u>31 111</u> | <u>31 056</u> | <u>29 420</u> | <u>27 387</u> | <u>24 845</u> |

^(b) Les dépenses par fonction reflètent les dépenses présentées à l'état des activités financières redressé.

^(c) En 2004, les dépenses d'énergie ont été décentralisées ainsi que les dépenses relatives au maintien des actifs. Les chiffres des années antérieures n'ont pas été redressés.

ANALYSE DES PROJETS EN COURS

(en milliers de dollars)

| Règlement no | Autorisation date | Description | Montant projet | Montant autorisé (R/E) | Solde au 01/01/2004 | | |
|---|----------------------|--|-------------------|---------------------------|---------------------|----------|---------|
| | | | | | Emprunt | Comptant | Total |
| CA-31 | 08/06/90 | Rénovation de voitures de métro | 68 800 | 68 800 | 65 131 | — | 65 131 |
| CA-52 | 11/12/02 | Remplacement et remise à neuf d'équipements fixes du métro | 8 970 | 8 970 | 4 352 | — | 4 352 |
| CA-58 | 16/08/93 | Achat et installation de 79 escaliers mécaniques dans le métro | 38 900 | 38 900 | 34 362 | — | 34 362 |
| CA-75 | 18/08/95 | Diverses dépenses en immobilisations 1996 | 7 200 | 7 200 | 5 770 | — | 5 770 |
| CA-89 | 01/05/97 | Achat de 96 autobus à plancher surbaissé (1998) | 53 750 | 53 750 | 45 547 | 3 894 | 49 441 |
| CA-95 | 16/06/97 | Rénovation du métro | 7 971 | 6 058 | 6 058 | 1 913 | 7 971 |
| CA-97 | 04/05/98 | Diverses dépenses en immobilisations 1998 | 4 100 | 4 100 | 3 159 | — | 3 159 |
| CA-100 | 06/07/99 | Diverses dépenses en immobilisations 1999 | 6 870 | 6 870 | 5 465 | — | 5 465 |
| CA-101 | 12/07/99 | Diverses dépenses en immobilisations | 1 700 | 1 700 | 1 249 | — | 1 249 |
| CA-102 | 28/05/99 | Aspirateurs sur rails | 1 945 | 1 945 | — | — | — |
| CA-103 | 05/07/99 | Achat de 300 autobus à plancher surbaissé (2000-2002) | 135 970 | 135 970 | 122 905 | 255 | 123 160 |
| CA-104 | 05/01/00 | Achat de récurveurs-aspirateurs et véhicules de service | 1 410 | 1 410 | 1 270 | — | 1 270 |
| CA-106 | 10/05/00 | Remplacement du système Accès et réfection pavage au C.T. St-Michel | 9 939 | 9 265 | 1 092 | 4 956 | 6 048 |
| CA-107 | 02/06/00 | Diverses dépenses en immobilisations 2000 | 2 034 | 2 034 | 922 | — | 922 |
| CA-108 | 02/06/00 | Véhicules de service | 2 175 | 2 175 | 1 549 | — | 1 549 |
| CA-109 | 09/09/02 | Programme de rénovation des équipements fixes du métro | 30 656 | 30 656 | 2 028 | — | 2 028 |
| CA-110 | 29/03/01 | SCAD et mise à jour des serveurs et équipement de télécommunication | 3 991 | 3 991 | 1 313 | — | 1 313 |
| CA-111 | 08/06/01 | Amélioration du patrimoine immobilier | 5 000 | 5 000 | 3 168 | — | 3 168 |
| CA-112 | 12/07/01 | Dépenses en immobilisations | 1 980 | 1 980 | 558 | — | 558 |
| CA-113 | 01/03/02 | Implantation de mesures préférentielles et optimisation des terminus | 13 725 | 13 725 | — | — | — |
| CA-114 | 06/07/01 | Véhicules de service | 2 142 | 2 142 | 1 477 | — | 1 477 |
| CA-116 | 26/04/02 | Programme Réno-Systèmes | 342 263 | 342 263 | 16 471 | — | 16 471 |
| CA-117 | 28/02/02 | Système d'aide à l'exploitation et information à la clientèle (S.A.E.I.C.) | 18 028 | 18 028 | — | — | — |
| CA-118 | 11/01/02 | Achat de 382 autobus à plancher surbaissé (2003-2007) | 222 600 | 222 600 | 11 074 | — | 11 074 |
| R-002 | 24/04/02 | Programme de remplacement des véris | 7 299 | 7 299 | 755 | — | 755 |
| R-004 | 29/04/02 | Achat de véhicules sur rails et agrandissement de l'atelier de la voie | 13 171 | 13 171 | — | — | — |
| R-005 | 29/04/02 | Dépenses en immobilisations | 23 333 | 23 333 | 4 286 | — | 4 286 |
| R-006 | 03/06/02 | Divers travaux dans le tunnel et au garage Angrignon | 1 919 | 1 919 | — | — | — |
| R-007 | 03/06/02 | Réhabilitation du C.T. Mont-Royal | 12 150 | 12 150 | — | — | — |
| R-010 | 18/06/02 | Vente et perception | 101 650 | 101 650 | 576 | — | 576 |
| R-014 | 10/09/02 | Véhicules de service | 2 055 | 2 055 | — | — | — |
| R-016 | 09/09/02 | Remplacement des minibus urbains | 468 | 468 | — | — | — |
| R-018 | 09/10/02 | Acquisition et rénovation du 2000 Berri | 12 560 | 12 560 | 5 464 | — | 5 464 |
| R-019 | 08/10/02 | Rénovation de la station Place d'Armes | 3 210 | 3 210 | — | — | — |
| R-020 | 11/12/02 | Dépenses en immobilisations | 2 760 | 2 760 | — | — | — |
| R-024 | 17/01/03 | Réno-Métro phase II — Urgences | 2 010 | 2 010 | — | — | — |
| R-025 | 17/03/03 | Acquisition et implantation de SAP/PM | 7 000 | 7 000 | — | — | — |
| R-027 | 22/04/03 | Réno-Métro phase II | 65 142 | 65 142 | — | — | — |
| R-038 | 22/09/03 | Véhicules de service — Véhicule à grue-pompe — Plate-forme élévatrice | 5 525 | 5 525 | — | — | — |
| R-039 | 25/09/03 | Aménagement du local incendie | 834 | 834 | — | — | — |
| R-040 | 24/09/03 | Équipement de production et outillage (APS) | 2 556 | 2 556 | — | — | — |
| R-041 | 09/09/03 | Poste de ventilation Bousquet | 594 | 594 | — | — | — |
| R-042 | 09/01/04 | Frais d'étude, plan et devis, ingénierie pour l'acquisition des MR-2005 | 15 888 | 15 888 | — | — | — |
| R-043 | 09/02/04 | Acquisition de 7 plates-formes et un balai d'aiguillage | 742 | 742 | — | — | — |
| R-045 | 24/03/04 | Réaménagement des voitures de métro MR-73 | 34 463 | 34 463 | — | — | — |
| R-046 | 08/03/04 | Remplacement du système de gestion des accidents de travail | 1 173 | 1 173 | — | — | — |
| R-047 | 06/04/04 | Immobilisation de nature capitalisable | 2 119 | 2 119 | — | — | — |
| R-048 | 06/04/04 | Travaux urgents au complexe St-Denis et à l'atelier Crémazie | 1 729 | 1 729 | — | — | — |
| R-049 | 07/04/04 | Remplacement des soupapes des points d'eau — tunnel | 2 004 | 2 004 | — | — | — |
| R-050 | 07/04/04 | Ajout de la voie B+ et aménagement de nouveaux vestiaires | 731 | 731 | — | — | — |
| R-051 | 11/05/04 | Réaménagement de l'atelier d'entretien des véhicules de travaux — voie 33 | 2 051 | 2 051 | — | — | — |
| R-052 | 13/04/04 | Système de remplissage antidéversement / gasoil, autobus | 1 328 | 1 328 | — | — | — |
| R-053 | 10/05/04 | Postes de ventilation des prolongements | 3 712 | 3 712 | — | — | — |
| R-054 | 19/07/04 | Modernisation des escaliers O & K | 2 045 | 2 045 | — | — | — |
| R-055 | 26/11/04 | Reloc. des installations de la carrosserie et réaménagement CT Legendre | 73 646 | 73 646 | — | — | — |
| R-056 | 01/02/05 | Remplacement des véhicules de service | 3 146 | 3 146 | — | — | — |
| | | | 1 401 132 | 1 398 545 | 346 001 | 11 018 | 357 019 |
| Immobilisations à même les revenus 2004 | | | 8 875 | — | — | — | — |
| Immobilisations financées par le fonds de roulement | | | 2 630 | — | — | — | — |
| Placement dans une société en commandite | | | 999 | — | — | — | — |
| | | | 1 413 636 | 1 398 545 | 346 001 | 11 018 | 357 019 |

Financement permanent

Dépenses

| Financement de l'exercice | | | Soldes disponibles | Projets fermés | Solde au 31/12/2004 | | | Solde au 01/01/2004 | Dépenses de l'exercice | Projets fermés | Solde au 31/12/2004 | Surfinancement (sous-financement) |
|---------------------------|----------|---------|--------------------|----------------|---------------------|----------|---------|---------------------|------------------------|----------------|---------------------|-----------------------------------|
| Emprunt | Comptant | Total | | | Emprunt | Comptant | Total | | | | | |
| — | — | — | — | — | 65 131 | — | 65 131 | 64 288 | 39 | — | 64 328 | 803 |
| 2 310 | — | 2 310 | — | — | 6 662 | — | 6 662 | 5 260 | 404 | — | 5 663 | 999 |
| 1 280 | — | 1 280 | — | — | 35 642 | — | 35 642 | 35 343 | 301 | — | 35 644 | (2) |
| 80 | — | 80 | — | — | 5 850 | — | 5 850 | 5 852 | 9 | — | 5 861 | (11) |
| 160 | — | 160 | — | — | 45 707 | 3 894 | 49 601 | 49 610 | 2 | — | 49 612 | (11) |
| — | — | — | — | (7 971) | (1 913) | 1 913 | — | 7 971 | — | (7 971) | — | — |
| — | — | — | — | — | 3 159 | — | 3 159 | 3 178 | 58 | — | 3 236 | (77) |
| — | — | — | — | — | 5 465 | — | 5 465 | 5 542 | 17 | — | 5 559 | (94) |
| — | — | — | — | — | 1 249 | — | 1 249 | 1 346 | 3 | — | 1 349 | (100) |
| 1 820 | — | 1 820 | — | — | 1 820 | — | 1 820 | 189 | 1 537 | — | 1 726 | 94 |
| 1 740 | 152 | 1 892 | — | — | 124 645 | 407 | 125 052 | 124 216 | 785 | — | 125 001 | 51 |
| — | — | — | — | — | 1 270 | — | 1 270 | 1 279 | — | — | 1 279 | (9) |
| 3 581 | 1 017 | 4 598 | — | — | 4 673 | 5 973 | 10 646 | 7 905 | 1 444 | — | 9 349 | 1 297 |
| 300 | — | 300 | — | — | 1 222 | — | 1 222 | 1 241 | 56 | — | 1 297 | (75) |
| 295 | — | 295 | — | — | 1 844 | — | 1 844 | 1 589 | 245 | — | 1 834 | 10 |
| 3 600 | — | 3 600 | — | — | 5 628 | — | 5 628 | 4 646 | 5 707 | — | 10 353 | (4 725) |
| 2 486 | — | 2 486 | — | — | 3 799 | — | 3 799 | 3 668 | 194 | — | 3 862 | (63) |
| 1 300 | — | 1 300 | — | — | 4 468 | — | 4 468 | 4 479 | 302 | — | 4 780 | (312) |
| 300 | — | 300 | — | — | 858 | — | 858 | 909 | (89) | — | 820 | 38 |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 431 | — | 431 | — | — | 1 908 | — | 1 908 | 1 906 | 13 | — | 1 919 | (11) |
| 77 510 | 59 352 | 136 862 | — | — | 93 981 | 59 352 | 153 333 | 66 199 | 77 046 | — | 143 245 | 10 088 |
| 6 250 | — | 6 250 | — | — | 6 250 | — | 6 250 | 6 261 | 5 525 | — | 11 786 | (5 536) |
| 65 130 | 191 | 65 321 | — | — | 76 204 | 191 | 76 395 | 21 364 | 52 283 | — | 73 647 | 2 748 |
| 1 300 | — | 1 300 | — | — | 2 055 | — | 2 055 | 2 109 | 1 231 | — | 3 340 | (1 285) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 166 | 8 012 | — | 8 178 | (8 178) |
| 1 900 | — | 1 900 | — | — | 6 186 | — | 6 186 | 6 230 | 3 445 | — | 9 675 | (3 489) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 19 | 158 | — | 177 | (177) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 29 | 309 | — | 338 | (338) |
| 9 300 | — | 9 300 | — | — | 9 876 | — | 9 876 | 868 | 6 491 | — | 7 359 | 2 517 |
| 1 838 | — | 1 838 | — | — | 1 838 | — | 1 838 | 809 | 1 032 | — | 1 841 | (3) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 400 | — | 400 | — | — | 5 864 | — | 5 864 | 5 902 | 1 472 | — | 7 374 | (1 510) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 175 | 345 | — | 520 | (520) |
| 400 | — | 400 | — | — | 400 | — | 400 | 479 | 1 055 | — | 1 534 | (1 134) |
| 3 207 | — | 3 207 | — | — | 3 207 | — | 3 207 | 2 177 | 1 191 | — | 3 368 | (161) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 507 | — | 507 | (507) |
| 2 277 | — | 2 277 | — | — | 2 277 | — | 2 277 | 19 | 791 | — | 810 | 1 467 |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 552 | — | 552 | (552) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 38 | 480 | — | 518 | (518) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 36 | 250 | — | 286 | (286) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 39 | 215 | — | 255 | (255) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 47 | — | 47 | (47) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 177 | — | 177 | (177) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 616 | — | 616 | (616) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 133 | — | 133 | (133) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 201 | — | 201 | (201) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 13 | — | 13 | (13) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | 133 | — | 133 | (133) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 189 195 | 60 712 | 249 907 | — | (7 971) | 527 225 | 71 730 | 598 955 | 443 337 | 174 736 | (7 971) | 610 102 | (11 147) |
| — | 8 875 | 8 875 | — | (8 875) | — | — | — | — | 8 875 | (8 875) | — | — |
| — | 2 630 | 2 630 | — | (2 630) | — | — | — | — | 2 630 | (2 630) | — | — |
| — | 999 | 999 | — | (999) | — | — | — | — | 999 | (999) | — | — |
| 189 195 | 73 216 | 262 411 | — | (20 475) | 527 225 | 71 730 | 598 955 | 443 337 | 187 240 | (20 475) | 610 102 | (11 147) |

DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|--------|--------|
| Obligations, 70 000 000 \$ 8,75 %, échéant le 30 septembre 2007 ^(a) | 7 000 | 7 000 |
| Obligations, 50 000 000 \$ 6,90 %, échéant le 3 mars 2004 ^(a) | — | 26 200 |
| Obligations, 50 000 000 \$ 9,60 %, échéant le 9 décembre 2004 ^(a) | — | 19 460 |
| Obligations, 40 000 000 \$ 9,10 %, échéant le 12 mai 2005 ^(a) | 20 195 | 20 195 |
| Obligations, 30 000 000 \$ 8,40 %, échéant le 19 juillet 2005 ^(a) | 11 242 | 11 242 |
| Obligations, 30 000 000 \$ 8,10 %, échéant le 18 juillet 2006 ^(a) | 15 060 | 15 060 |
| Obligations, 30 000 000 \$ 6,50 %, échéant le 5 juin 2004 | — | 2 605 |
| 6,60 %, échéant le 5 juin 2005 | 2 815 | 2 815 |
| 6,75 %, échéant le 5 juin 2006 | 3 040 | 3 040 |
| 6,85 %, échéant le 5 juin 2007 | 3 280 | 3 280 |
| Obligations, 40 000 000 \$ 5,70 %, échéant le 4 juin 2008 ^(b) | 11 248 | 11 248 |
| Obligations, 35 000 000 \$ 5,10 %, échéant le 8 avril 2004 | — | 14 745 |
| 5,40 %, échéant le 8 avril 2009 ^(c) | 9 005 | 9 005 |
| Obligations, 30 000 000 \$ 5,50 %, échéant le 6 août 2004 | — | 12 575 |
| 5,90 %, échéant le 6 août 2009 ^(c) | 7 470 | 7 470 |
| Obligations, 25 000 000 \$ 6,40 %, échéant le 16 février 2004 | — | 2 187 |
| 6,50 %, échéant le 16 février 2005 | 7 507 | 7 507 |
| 6,60 %, échéant le 16 février 2006 | 1 662 | 1 662 |
| 6,70 %, échéant le 16 février 2007 | 1 780 | 1 780 |
| 6,80 %, échéant le 16 février 2008 | 1 906 | 1 906 |
| 6,85 %, échéant le 16 février 2009 | 2 041 | 2 041 |
| 6,85 %, échéant le 16 février 2010 | 2 186 | 2 186 |

DETTE À LONG TERME (SUITE)

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|--|--------|--------|
| Obligations, 17 000 000 \$ | | |
| 5,60 %, échéant le 20 décembre 2005 ^(a) | 17 000 | 17 000 |
| Obligations, 60 000 000 \$ | | |
| 3,70 %, échéant le 15 novembre 2004 ^(a) | — | 12 243 |
| 4,15 %, échéant le 15 novembre 2005 | 4 513 | 4 513 |
| 4,60 %, échéant le 15 novembre 2006 | 15 849 | 15 849 |
| 4,95 %, échéant le 15 novembre 2007 | 4 120 | 4 120 |
| 5,25 %, échéant le 15 novembre 2008 | 4 334 | 4 334 |
| 5,50 %, échéant le 15 novembre 2009 | 4 559 | 4 559 |
| 5,70 %, échéant le 15 novembre 2010 | 4 796 | 4 796 |
| 5,75 %, échéant le 15 novembre 2011 | 9 586 | 9 586 |
| Obligations, 40 000 000 \$ | | |
| 4,20 %, échéant le 24 octobre 2007 ^(a) | 18 130 | 18 130 |
| 4,50 %, échéant le 24 octobre 2008 | 2 960 | 2 960 |
| 4,80 %, échéant le 24 octobre 2009 | 3 110 | 3 110 |
| 5,00 %, échéant le 24 octobre 2010 | 3 260 | 3 260 |
| 5,15 %, échéant le 24 octobre 2011 | 3 430 | 3 430 |
| 5,25 %, échéant le 24 octobre 2012 | 9 110 | 9 110 |
| Obligations, 75 000 000\$ | | |
| 3,55 %, échéant le 6 mai 2004 | — | 4 500 |
| 3,60 %, échéant le 6 mai 2005 | 4 700 | 4 700 |
| 4,00 %, échéant le 6 mai 2006 | 5 000 | 5 000 |
| 4,25 %, échéant le 6 mai 2007 | 5 300 | 5 300 |
| 4,50 %, échéant le 6 mai 2008 | 12 900 | 12 900 |
| 4,80 %, échéant le 6 mai 2009 | 5 000 | 5 000 |
| 5,00 %, échéant le 6 mai 2010 | 5 300 | 5 300 |
| 5,15 %, échéant le 6 mai 2011 | 5 700 | 5 700 |
| 5,30 %, échéant le 6 mai 2012 | 6 000 | 6 000 |
| 5,40 %, échéant le 6 mai 2013 | 20 600 | 20 600 |
| Obligations, 42 000 000 \$ | | |
| 2,40 %, échéant le 19 août 2005 | 7 760 | — |
| 2,80 %, échéant le 19 août 2006 | 8 060 | — |
| 3,40 %, échéant le 19 août 2007 | 8 390 | — |
| 3,80 %, échéant le 19 août 2008 | 8 720 | — |
| 4,15 %, échéant le 19 août 2009 | 9 070 | — |

DETTE À LONG TERME (SUITE)

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Emprunt bancaire 47 130 000 \$ ^(d) 5,465 %, échéant le 9 janvier 2012 ^(a) | 47 130 | 47 130 |
| Emprunt bancaire 30 000 000 \$ ^(d) 8,04 %, échéant le 24 janvier 2006 ^(a) | 30 000 | 30 000 |
| Emprunt bancaire 30 000 000 \$ ^(d) 6,75 %, échéant le 9 décembre 2006 ^(a) | 30 000 | 30 000 |
| Emprunt bancaire 30 000 000 \$ ^(d) 6,09 %, échéant le 12 décembre 2007 ^(a) | 30 000 | 30 000 |
| Emprunt bancaire 40 000 000 \$ ^(d) 6,769 %, échéant le 9 décembre 2009 ^(a) | 40 000 | 40 000 |
| Emprunt bancaire 100 000 000 \$ 4,708 %, échéant le 21 avril 2014 ^(c) | 100 000 | — |
| Emprunt bancaire 75 000 000 \$ 5,222 %, échéant le 22 octobre 2014 ^(c) | 75 000 | — |
| Total | <u>676 824</u> | <u>554 339</u> |

^(a) Tranche à fonds d'amortissement déjà en cours.

^(b) Tranche pour laquelle la Société a commencé à contribuer au fonds d'amortissement au cours de l'exercice.

^(c) Tranche pour laquelle un fonds d'amortissement est prévu.

^(d) Contrat ayant fait l'objet d'une convention d'échange de devises et de taux d'intérêt. Seul le montant pour lequel la Société est ultimement responsable est indiqué comme solde en cours.

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| DETTE À LONG TERME | | | | | |
| Obligations et emprunts bancaires | 676 824 | 554 339 | 534 913 | 477 742 | 475 570 |
| Dette en cours de financement | — | — | — | 660 | — |
| | 676 824 | 554 339 | 534 913 | 478 402 | 475 570 |
| Montants accumulés au fonds d'amortissement | (140 515) | (141 850) | (127 322) | (91 392) | (82 423) |
| Montants à recouvrer pour le remboursement de la dette à long terme de tiers | | | | | |
| Du gouvernement du Québec | (256 591) | (193 548) | (189 107) | (184 435) | (184 266) |
| De l'Agence métropolitaine de transport | (13 318) | (18 860) | (25 905) | (37 043) | (48 376) |
| | 266 400 | 200 081 | 192 579 | 165 532 | 160 505 |
| Dépenses d'investissement à financer | 31 258 | 87 161 | 56 789 | 18 563 | 36 560 |
| Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés | (20 111) | (843) | (8 015) | (914) | (1 811) |
| | 11 147 | 86 318 | 48 774 | 17 649 | 34 749 |
| Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer ^(a) | (9 606) | (53 845) | (34 221) | (5 178) | (21 192) |
| | 1 541 | 32 473 | 14 553 | 12 471 | 13 557 |
| Endettement total net à long terme | 267 941 | 232 554 | 207 132 | 178 003 | 174 062 |

Au 31 décembre 2004, le montant autorisé des règlements d'emprunt se chiffre à 1 398,5 M\$, duquel 610,1 M\$ a été dépensé. Le solde approuvé non dépensé de 788,4 M\$ est éligible à une subvention de l'ordre de 400,8 M\$.

^(a) Ce montant est calculé sur les dépenses à financer en fonction des taux des subventions rattachés aux dépenses d'investissement. Toutefois, ce montant n'est pas comptabilisé aux livres de la Société puisque la subvention devient effective lorsque la dette à long terme est vraiment émise.

ÉCHÉANCE DE LA DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

Obligations et billets

| Années | Valeur aux livres en dollars canadiens | | |
|---------------|---|------------------------------------|--------------------------------------|
| | Échéance ^(a) | À refinancer ^(b) | Échéance nette |
| 2005 | 75 732 | 5 164 | 70 568 |
| 2006 | 108 671 | 18 310 | 90 361 |
| 2007 | 78 000 | 3 609 | 74 391 |
| 2008 | 42 068 | 10 573 | 31 495 |
| 2009 | 80 255 | 11 422 | 68 833 |
| 2010 | 15 542 | — | 15 542 |
| 2011 | 18 716 | 4 541 | 14 175 |
| 2012 | 62 240 | 15 400 | 46 840 |
| 2013 | 20 600 | 14 340 | 6 260 |
| 2014 | 175 000 | 27 900 | 147 100 |
| | <u>676 824</u> | <u>111 259</u> | <u>^(c) 565 565</u> |

^(a) Ces montants représentent les emprunts venant à échéance durant chacune des années indiquées.

^(b) Ces montants sont inclus dans la colonne échéance.

^(c) Du montant total de 565,6 M\$, 140,5 M\$ sont déjà accumulés au fonds d'amortissement en date du 31 décembre 2004 (valeur marchande de 142,9 M\$).

MONTANTS À POURVOIR DANS LE FUTUR

En vertu des nouvelles normes comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2000, les montants à pourvoir comptabilisés à cette date peuvent être amortis de façon linéaire sur une période maximale de 20 ans à moins que les déboursés annuels soient plus élevés. Or, de 2000 à 2004, les déboursés annuels se sont avérés plus élevés que l'amortissement. À ce rythme, les montants à pourvoir seront complètement amortis en 2013 plutôt qu'en 2019.

(en milliers de dollars)

| | Déboursés | | Amortissement | |
|---|------------------------|---------------|-----------------|---------------|
| | Annuels | Cumulatifs | Annuel | Cumulatif |
| Montant à pourvoir au 01/01/2000 | | 30 376 | | 30 376 |
| Le plus élevé des déboursés ou de l'amortissement | | | | |
| 2000 | (2 462) | 27 914 | (1 519) | 28 857 |
| 2001 | (1 959) | 25 955 | (1 519) | 27 338 |
| 2002 | (1 946) | 24 009 | (1 519) | 25 819 |
| 2003 | (2 662) | 21 347 | (1 519) | 24 300 |
| 2004 | (1 954) | 19 393 | (1 519) | 22 781 |
| 2005 | (2 197) ^(a) | 17 196 | (1 519) | 21 262 |
| 2006 | (2 197) | 14 999 | (1 519) | 19 743 |
| 2007 | (2 197) | 12 802 | (1 519) | 18 224 |
| 2008 | (2 197) | 10 605 | (1 519) | 16 705 |
| 2009 | (2 197) | 8 408 | (1 519) | 15 186 |
| 2010 | (2 197) | 6 211 | (1 519) | 13 667 |
| 2011 | (2 197) | 4 014 | (1 519) | 12 148 |
| 2012 | (2 197) | 1 817 | (1 519) | 10 629 |
| 2013 | (1 817) | — | (1 519) | 9 110 |
| 2014 | — | — | (1 519) | 7 591 |
| 2015 | — | — | (1 519) | 6 072 |
| 2016 | — | — | (1 519) | 4 553 |
| 2017 | — | — | (1 519) | 3 034 |
| 2018 | — | — | (1 519) | 1 515 |
| 2019 | — | — | (1 515) | — |
| | <u>(30 376)</u> | | <u>(30 376)</u> | |

^(a) Ce montant a été établi en faisant la moyenne des déboursés de 2000 à 2004.

RATIOS FINANCIERS

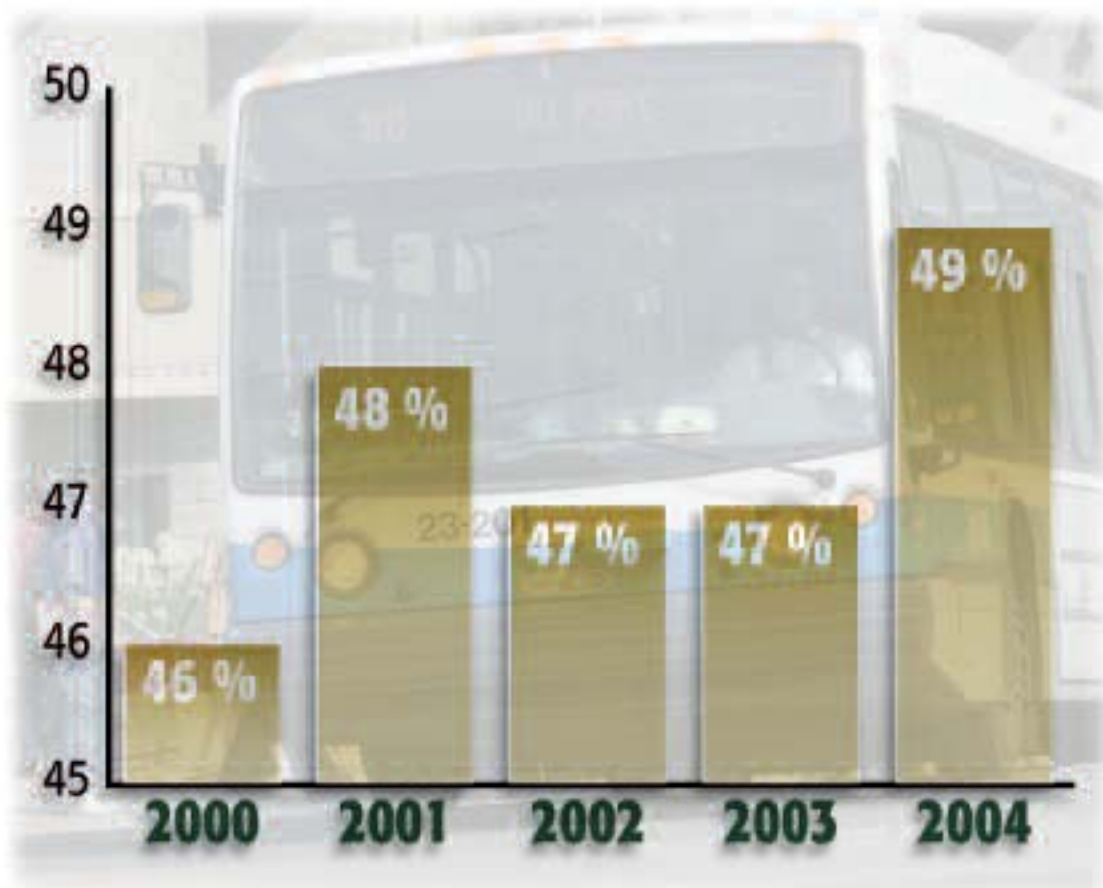
Bien que le respect du budget constitue pour la STM un objectif financier important et un indicateur de performance révélateur, ce dernier ne peut suffire à lui seul pour évaluer la santé financière de la Société et la qualité de sa gestion.

L'évaluation de la performance financière nécessite l'analyse de l'ensemble des états financiers et passe par le calcul de certains ratios financiers. Ces ratios, une fois établis, comparés dans le temps et avec ceux d'entreprises du même secteur, témoignent des décisions financières prises par la Société et permettent d'en évaluer la pertinence.

Les pages qui suivent présentent les ratios financiers suivants :

- Revenus autonomes
- Pourcentage des revenus affectés au service de dette
- Couverture des intérêts
- Fonds de roulement et liquidités
- Endettement à long terme
- Pourcentage d'endettement total net
- Loyer annuel de la dette à long terme total en pourcentage

REVENUS AUTONOMES



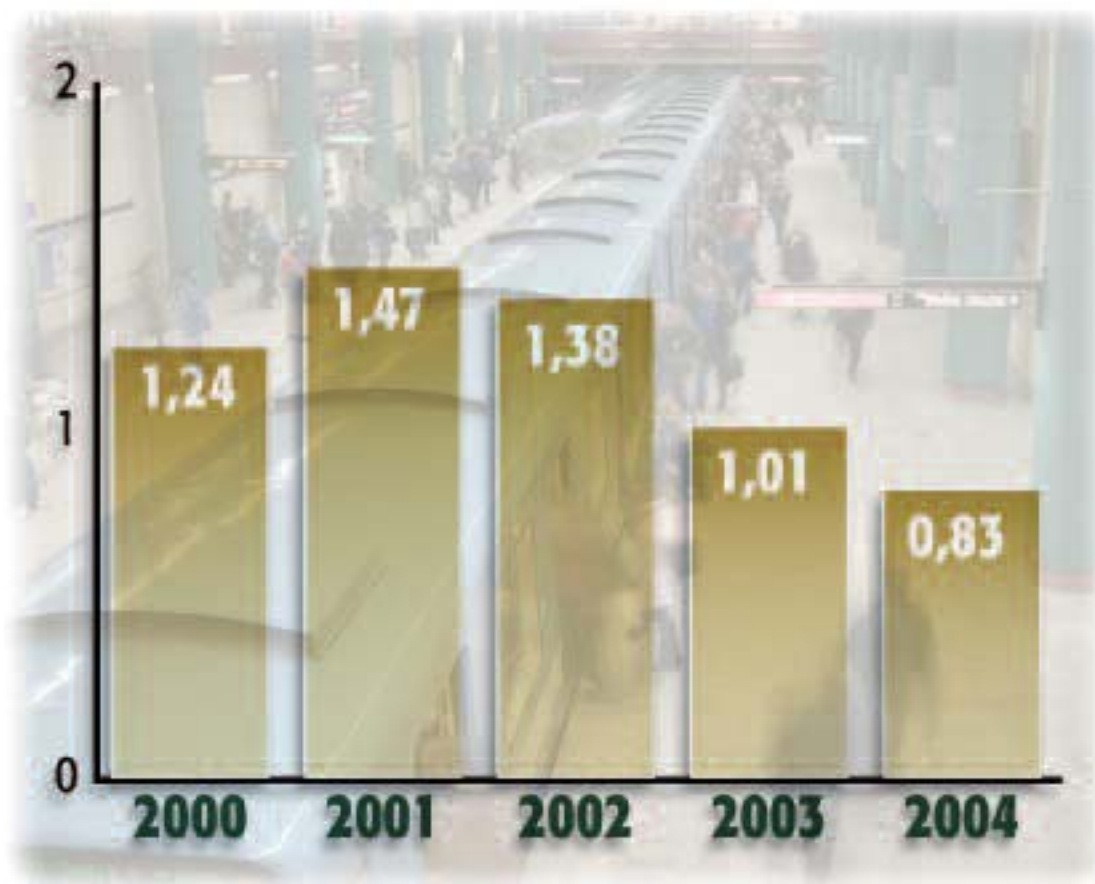
Ce ratio permet de déterminer quelle proportion des revenus totaux sont générés directement par les opérations de la Société. Au 31 décembre 2004, 49 % des revenus totaux de la STM étaient composés de revenus autonomes.

La hausse de deux points de pourcentage par rapport à 2003 provient principalement de la hausse des tarifs au 1^{er} janvier 2004. En effet, les revenus autonomes comprennent les revenus-voyageurs et les autres revenus commerciaux. Au cours des prochaines années, la STM veut développer davantage ses revenus autonomes comme en témoigne son *Plan d'affaires 2004-2008*. En 2003, elle a constitué une société, la Société en commandite Transgesco, qui a pour mission de développer ses revenus commerciaux.

POURCENTAGE DES REVENUS AFFECTÉS AU SERVICE DE DETTE

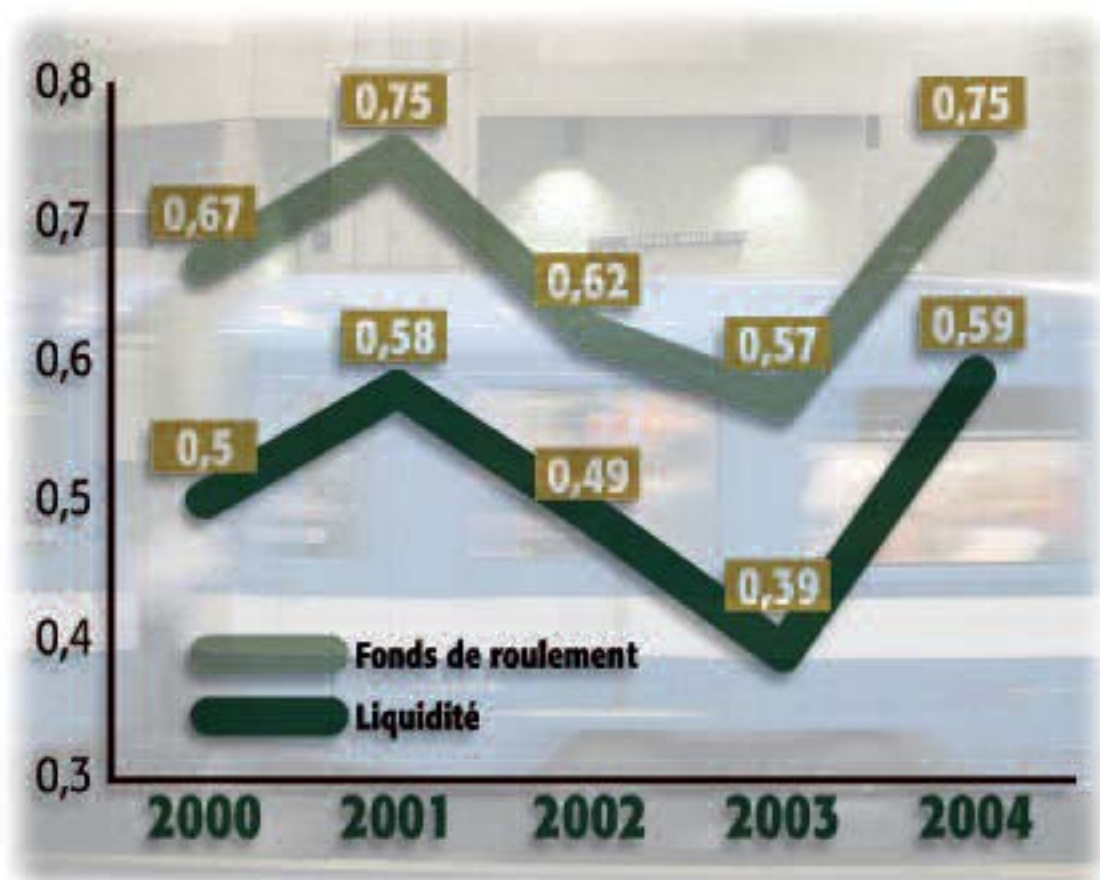


Ce ratio permet de déterminer combien de revenus doivent être consacrés au service de la dette avant de pouvoir dépenser à d'autres fins. La réduction d'un point de pourcentage provient de l'effet combiné de la baisse de 4% du service de la dette et de la hausse de 3,8 % des revenus totaux.

COUVERTURE DES INTÉRÊTS

Ce ratio permet de déterminer dans quelle proportion les créanciers peuvent toucher les intérêts qui leur sont dus en regard du surplus calculé avant l'imputation des intérêts. Comme la STM affiche un déficit de 6,3 M\$ au 31 décembre 2004 (un surplus de 29,8 M\$ avant intérêts), le ratio est en baisse et s'établit à 0,83.

FONDS DE ROULEMENT ET LIQUIDITÉS

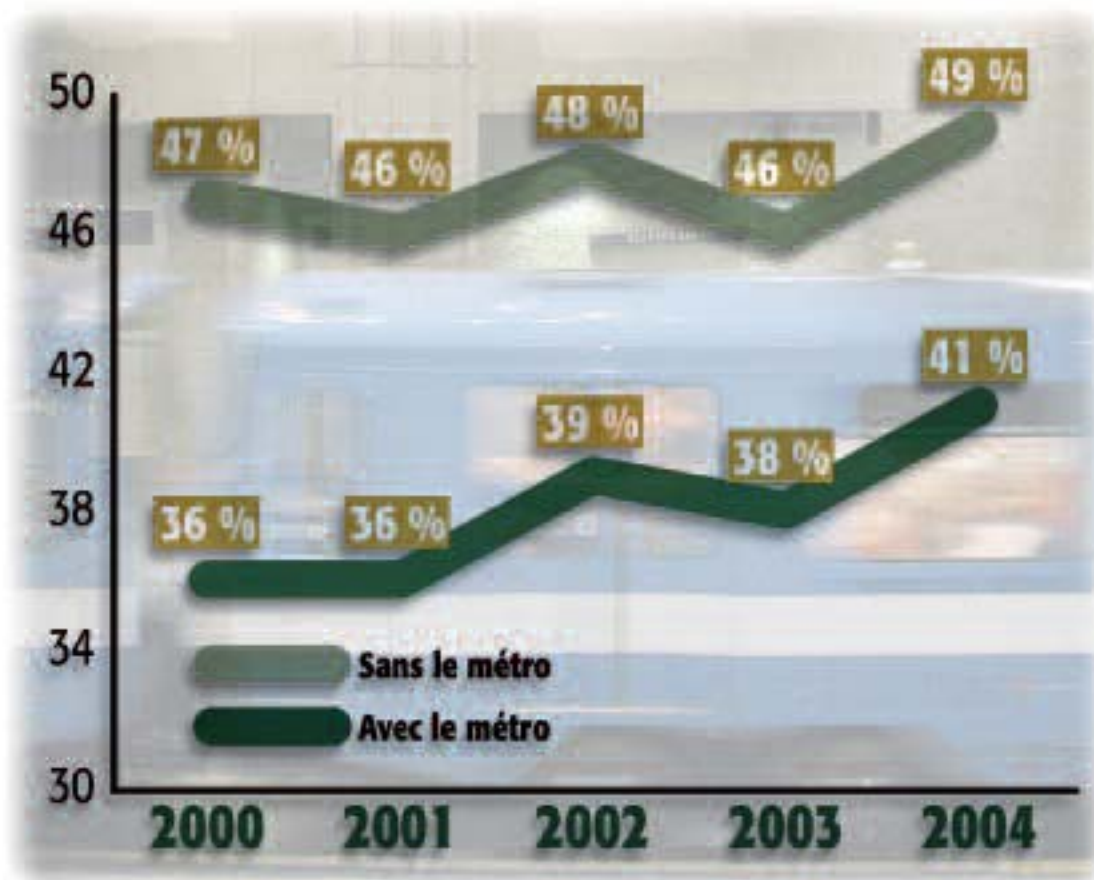


FONDS DE ROULEMENT

Le ratio de fonds de roulement indique la facilité avec laquelle la Société fera face à ses obligations à court terme. Ainsi, au 31 décembre 2004, la STM disposait de 0,75 \$ d'actif à court terme pour chaque dollar de passif à court terme. L'amélioration du ratio par rapport à 2003 provient principalement du surfinancement des projets en cours de 2004 réduisant ainsi les emprunts temporaires de 77,0 M\$.

LIQUIDITÉS

Le ratio de liquidité découle de celui du fonds de roulement et retranche les éléments de l'actif à court terme n'ayant aucune incidence sur les liquidités. Au 31 décembre 2004, l'entreprise disposait de 0,59 \$ de liquidités pour rembourser chaque dollar de dette à court terme.

ENDETTEMENT À LONG TERME

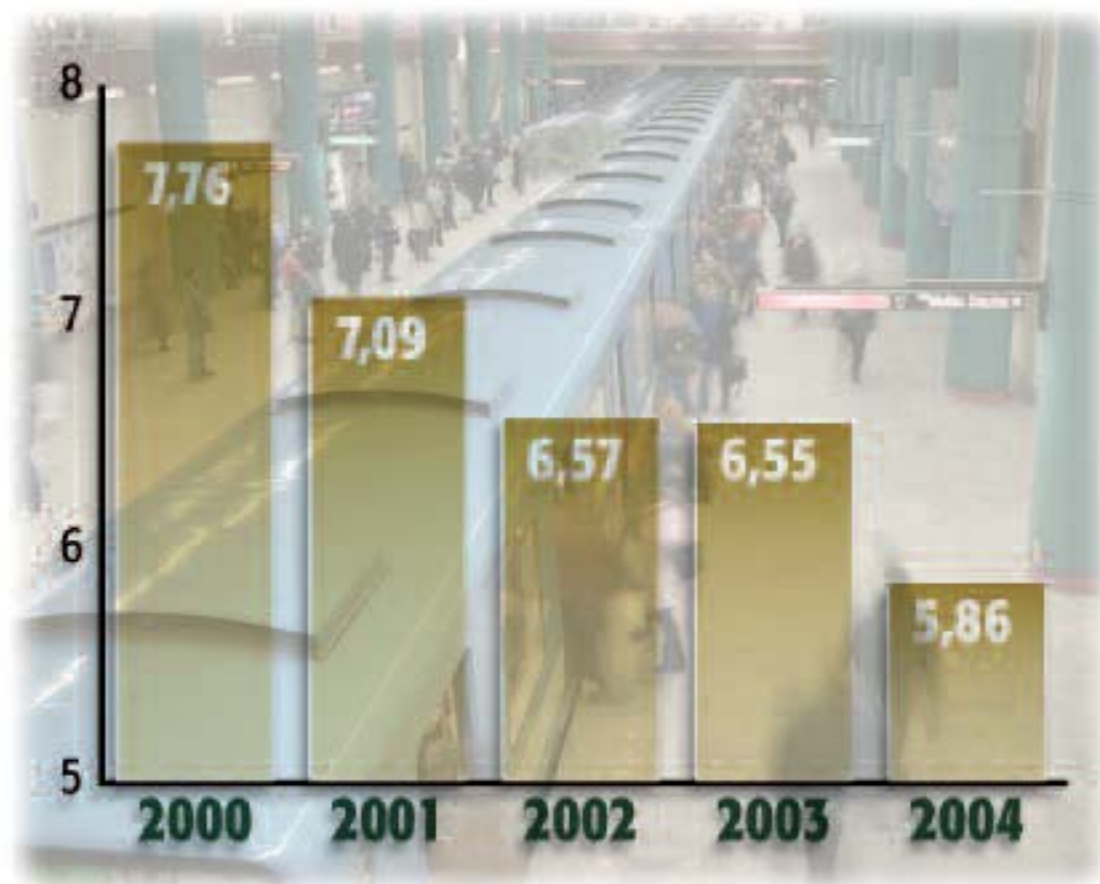
Ce ratio indique dans quelle proportion les actifs de la Société sont financés par emprunt à long terme émis par la STM. Le ratio a été calculé avec et sans les actifs du métro, la dette du métro n'étant pas à la charge de la Société. Au 31 décembre 2004, 41% des actifs de la Société étaient financés à long terme (49% en excluant les actifs du métro).

POURCENTAGE D'ENDETTEMENT TOTAL NET



Le pourcentage d'endettement total net indique la proportion des immobilisations de la STM qui sont financées à long terme en excluant du calcul la portion de la dette à long terme assumée par ses partenaires, en considérant les dépenses d'investissement non financées et les sommes accumulées au fonds d'amortissement. Comme la dette relative au réseau initial et prolongements du métro se retrouve dans les états financiers de la Ville de Montréal, un deuxième ratio établit le pourcentage de l'endettement net à long terme par rapport à la valeur nette des immobilisations en excluant la valeur nette du réseau initial et prolongements du métro.

L'augmentation de ce ratio est causée par l'investissement massif requis pour renouveler et/ou prolonger la durée de vie utile des immobilisations.

LOYER ANNUEL DE LA DETTE À LONG TERME TOTAL EN POURCENTAGE

Ce ratio permet de déterminer le taux d'intérêt moyen de la dette à long terme. En vertu d'une conjoncture économique favorable, ce dernier est en baisse depuis les cinq dernières années.